

**RAPPORT DE L'ÉVALUATION FINALE du
Projet D'Appui à l'Élevage dans la Région de Dosso
et le département d'Aderbissinat
(APELDA)**

Version finale

Consultant :

Némaoua BANAON

Tel : (226) 78 20 55 16 ou 70 20 55 16

Mail : bnemaoua@yahoo.fr

Nemaoua.banaon@cefrap.com

Mars 2014

SOMMAIRE

I. RAPPEL DU CONTEXTE DU PROJET	4
1.1. Contexte.....	4
1.2. Objectifs, résultats, indicateurs et dispositif d'intervention.....	4
1.2.1. Objectifs, résultats, indicateurs	4
2.1.1. Dispositif de suivi et d'intervention.....	6
II. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE	6
2.1. Objectifs de la mission d'évaluation.....	6
2.2. Méthodologie.....	7
III. RESULTATS DE L'EVALUATION	9
3.1. Niveaux des réalisations et mise en œuvre des recommandations	9
3.1.1. Niveau de réalisation	9
3.1.2. Taux d'exécution du plan opérationnel	11
3.1.3. Mise en œuvre des recommandations.....	11
3.2. Analyse de la mise en œuvre du projet.....	13
3.2.1. Stratégie partenariale.....	13
3.2.2. Approche stratégique	14
3.2.4. Efficacité.....	16
3.2.5. Efficience	24
3.2.7. Appréciation du degré d'utilisation des services	28
3.2.8. Durabilité et pérennité	28
3.3. Bilan final du projet	32
3.3.1. Analyse des forces et faiblesses.....	32
3.4. Bilan global	37
3.4.1. Succès.....	37
3.4.2. Difficultés rencontrées.....	38
3.4.3. Erreurs à éviter	38
IV. COHERENCE ET PERTINENCE DE LA NOUVELLE PHASE	38
4.1. Rappel des résultats et actions prévues	39
4.2. Cohérence avec la phase qui s'achève et propositions	39
V. RECOMMANDATIONS	42
Conclusion générale	46
ANNEXES	47
Annexe4 : Calendrier de la mission	59

Liste des acronymes et abréviations

AE	Auxiliaire d'élevage
APELDA	Appui à l'Élevage dans la région de Dosso et le Département d'Aderbissinat
APELDO	Appui à l'élevage dans la région de Dosso
BIZ	Boutique d'intrants zootechniques
COFODEP	Commission foncière départementale
COFOCOM	Commission foncière communale
CVR	Clinique Vétérinaire Rurale
DDEIA	Direction Départemental de l'Élevage et des Industries Animales
DREIA	Direction Régionale de l'Élevage et des Industries Animales
PAAPSSP	Programme d'appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux
PASEL	Projet d'appui à la sécurisation de l'élevage
STD	Service Technique Décentralisé
SVPP	Service vétérinaire privé de proximité : comprend les VP et AE
VP	Vétérinaire privé
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières - Belgique

Liste des tableaux :

Numérotation	Titres
Tableau N°1	Echantillon des enquêtés
Tableau N°2	Taux global d'exécution du PO
Tableau N°3	Partenariat avec les autres intervenants dans la zone du projet
Tableau N°4	Actes de sécurisation foncières produits
Tableau N°5	Quelques chiffres significatifs du Vétérinaire Privé de Boboye
Tableau N°6	Chiffres d'activités des AE Boboye
Tableau N°7	Quelques chiffres significatifs du Vétérinaire Privé de Tadress
Tableau N°8	Chiffres d'activités des AE de Tadress
Tableau N°9	Analyse des indicateurs d'accès des éleveurs aux services de base en matière d'élevage
Tableau N°10	Frais d'actes du COFOCOM de Kiota
Tableau N°11	Diagnostic-FFOM (Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces)
Tableau N°12	Résumé des recommandations

Liste des Graphiques

Graphique N°1	répartition du budget
Graphique N°2	Niveau de réalisation du budget par résultat
Graphique N°3	Schématisation des Actions de pérennisations des AE

I. RAPPEL DU CONTEXTE DU PROJET

1.1. Contexte

Le projet d'appui à l'élevage dans la région de Dosso et le département d'Aderbissinat (APELDA) fait suite aux projets APELDO et SESAC2. Sa justification repose sur la situation de pauvreté à laquelle les populations de ces zones font face. Cette pauvreté avait comme causes essentielles, entre autres : la croissance démographique, l'inégalité entre les hommes et les femmes, la dégradation des ressources naturelles due à la surexploitation des terres agricoles et des espaces pastoraux suite aux aléas climatiques, les déficits céréaliers fréquents (2 années sur 3), la mauvaise gestion des ressources naturelles, la faible productivité du secteur agro-pastoral, la faible diversification de la production agricole et pastorale, l'insuffisance de connaissance des techniques d'élevage et d'intégration des activités agricoles et pastorales, la faible maîtrise d'ouvrage par les acteurs, etc.

Le Projet APELDA a démarré ses activités en janvier 2011 à Dosso (Départements de Dosso, Boboye et Falmey) et en mai 2011 dans le département d'Aderbissinat. Il est mis en œuvre par Vétérinaires Sans Frontières – Belgium, en partenariat avec le Centre d'Etudes et d'Expérimentations Economiques et Sociales pour l'Afrique de l'Ouest – Pôle Régional Niger (CESAO-PRN) pour ce qui concerne les cinq premiers résultats et l'ONG Karkara, pour le résultat 6.

Dans la région de Dosso, il vise la poursuite du renforcement des activités réalisées au cours de la phase APELDO et se propose de solutionner de nouvelles problématiques qui ont été identifiées par l'équipe qui a réalisé la formulation de la deuxième phase du projet qui s'achève le 31 décembre 2013. Quant aux activités mises en œuvre dans le département d'Aderbissinat, zone du Tadress, il s'agit principalement de réaliser la phase de désengagement et d'autonomie dans la gestion communautaire du service vétérinaire privé de proximité et des banques aliments bétail mises en place depuis 2006 par le SESAC2 en situation d'urgence.

1.2. Objectifs, résultats, indicateurs et dispositif d'intervention

1.2.1. Objectifs, résultats, indicateurs

2. Objectif global	Améliorer durablement l'économie et la vie sociale des ménages agro-éleveurs par l'optimisation de l'élevage paysan.	
Objectif spécifique	L'élevage au sein des communes procure des revenus accrus grâce à une performance satisfaisante des animaux et à une bonne rentabilité de l'élevage	Indicateur 1 : Augmentation de la part des revenus tirés de l'élevage par les ménages bénéficiaires Indicateur 2 : Amélioration du score de diversité alimentaire des ménages bénéficiaires Indicateur 3 : Le nombre moyen de repas par jour en période de soudure Indicateur 4 : Augmentation de la productivité numérique des petits ruminants
Résultats Intermédiaires	R1 : Les sites et infrastructures (= espaces pastoraux) d'intérêt général dédiés à l'élevage sont mieux gérés	Indicateur 1 : Amélioration de la fonctionnalité et l'opérationnalité des Cofos (COFOCOM et COFODEP) appuyées Indicateur 2 : Evolution du pourcentage de couloirs de passage balisés par rapport aux couloirs géo référencés

	R2 : L'accès des éleveurs aux services de base en matière d'élevage est amélioré	Indicateur 1 : Evolution du taux de rentabilité économique de chaque SVPP dans la région de Dosso
		Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des producteurs vis-à- vis de services rendus par les SVPP
		Indicateur 3 : Amélioration du taux des BIZ fonctionnelles
		Indicateur 4 : Les vaccinations dans les zones SVPP augmentent sensiblement
	R3 La productivité des élevages est améliorée par l'adoption de nouvelles techniques	Indicateur 1 : Pourcentage des producteurs formés appliquant au moins 3 nouvelles techniques améliorées différentes
		Indicateur 2 : Evolution du taux de rentabilité économique de l'embouche chez les EP
		Indicateur 3 : Nombre de poulets exploitables/an/poule
		Indicateur 4 : Amélioration du taux d'application de la complémentation stratégique des animaux
	R4 La rémunération obtenue lors de la commercialisation des produits et sous- produits de l'élevage est augmentée	Indicateur 1 : Augmentation du fonds de roulement initial des unités de transformation
		Indicateur 2 : Augmentation des recettes des marchés à bétail reversées aux communes
	R5 Les structures engagées dans la pérennisation des activités du projet sont renforcées et responsabilisées	Indicateur 1: Nombre de structures renforcées et responsabilisées, actives de manière autonome dans la pérennisation des activités du projet
	R6 Les acquis du SESAC dans le département d'Aderbissinat / Zone du Tadress sont consolidés	Indicateur 1: Evolution du taux de rentabilité de la CVR
		Indicateur 2 : Evolution du chiffre d'affaires mensuel des AE mis en place supérieur à X pour 70% des AE mis en place
		Indicateur 3 : % des BAB qui effectuent de façon autonome et à temps au moins 1 approvisionnement par an
Indicateur 4 : Taux de recouvrement des fonds des BAB		
Indicateur 5 : Niveau de satisfaction des producteurs vis-à- vis des services rendus par le SVPP (Aderbissinat)		
Indicateur 6 : Amélioration du taux des BIZ/BAB fonctionnelles		
Indicateur 7 : Satisfaction des utilisateurs des BAB		

2.1.1. Dispositif de suivi et d'intervention

a) Dispositif interne

Pour assurer une gestion efficace et efficiente du projet, en interne, le dispositif de suivi évaluation se présente comme suit :

(1) sur le plan technique, les activités de terrain sont suivies régulièrement par les différents responsables qui les conduisent et le gestionnaire du projet. A cet effet des fiches de suivi des activités (AE, COGES, BIZ, EP) ont été élaborées et sont renseignées. Les vétérinaires assurent aussi le suivi des Exploitants Pilotes.

(2) sur le plan ressources humaines, l'équipe technique est suivie directement par le gestionnaire du projet. Le personnel d'appui (gardiens et chauffeurs) est suivi par la secrétaire comptable qui rend compte au gestionnaire du projet. Les absences et les demandes de congés sont adressées et signées par le chef d'antenne de CESAO-PRN à Dosso sur avis du gestionnaire. Le personnel temporaire est géré directement par le gestionnaire.

(3) sur le plan financier et budgétaire, le suivi financier est assuré par le gestionnaire du projet avec l'assistance des comptables de VSF-B à Niamey et la comptable du PASEL6.

(4) sur le plan matériel/équipement, les motos et les autos sont suivies par leurs utilisateurs (les conseillers en animation, les animateurs et le chauffeur) et le logisticien de VSF-B apporte son appui à l'entretien des automobiles en accord avec le gestionnaire du projet sur la base des carnets de bord. Les stocks sont suivis par la secrétaire comptable du projet à l'aide de fiches de suivi des sorties et des achats. Un cahier de suivi des matériels de camping et de formation est placé au niveau des gardiens.

b) Dispositif externe

Le suivi externe du projet est assuré par VSF-B, CESAO-PRN et Karkara (résultat 6) sur le plan technique et financier.

Des échanges d'informations ont régulièrement lieu avec le directeur régional de VSF-B et avec le directeur du CESAO-PRN. Même si aucun monitoring n'a eu lieu en 2012, des appuis et suivis ont été réalisés par les structures de tutelle.

Par ailleurs, les SVPP et BIZ sont régulièrement suivis par les Services Techniques de l'Elevage avec l'appui du projet sur la base de TDR. Les comités de gestion des BIZ/BAB et les marchés à bétail sont également suivis par les Communes.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE

2.1. Objectifs de la mission d'évaluation

Les objectifs de la mission sont ceux liés à une évaluation en fin de projet :

- 1) Examiner les niveaux des réalisations et de performance de l'action d'une part et le degré de mise en œuvre des recommandations du (des) monitoring (s) précédent(s) réalisé(s) par VSF-B ;
- 2) Analyser la mise en œuvre du projet en rapport avec les critères de la GCP (approche stratégique, efficacité de l'équipe, efficacité des ressources,

efficience des ressources et efficacité des activités, dont l'analyse des résultats produits par le projet et l'appréciation du degré d'utilisation effective des services mis en place et leur durabilité) ;

- 3) Etablir avec le projet, les partenaires locaux et les groupes bénéficiaires, un bilan final du projet, en vue d'identifier en commun les points forts et les points faibles de l'intervention et de dégager les mesures éventuelles à prendre pour assurer une pérennisation des actions dans la prochaine phase ;
- 4) Etablir un bilan global de la prestation aux fins d'une capitalisation plus efficace par les ONG de mise en œuvre (succès, difficultés rencontrées, erreurs à éviter dans le futur, stratégie partenariale) ;
- 5) Examiner la pertinence et la cohérence de la formulation technique de la phase suivante du projet (2014 – 2016) ;
- 6) Formuler des recommandations claires et fixer des délais d'exécution pour les actions prioritaires à mener en vue de la fin de la prestation mais aussi pour orienter les ajustements éventuels de la mise en œuvre de la prochaine phase du projet.

2.2. Méthodologie

Afin de tenir compte des résultats attendus de l'évaluation, du temps de travail imparti à la mission mais aussi d'obtenir une appréciation globale du projet, nous avons proposé trois étapes composées de phases suivantes :

➤ Une première étape : Etape de conceptualisation de l'étude et harmonisation de la méthode de travail

- Phase 1 : Cadrage de la mission avec l'équipe de projet dès le 3 décembre.
- Phase 2 : Exploitation de la documentation disponible les 2, 3 et 4 décembre.
- Phase 3 : Elaboration de guide d'entretien et de guide d'analyse des entretiens.

➤ Une deuxième étape : Etape de réalisation des enquêtes et entretiens, d'observation des sites du projet

Cette étape qui a duré 12 jours a consisté à rencontrer les responsables du projet de chaque zone et un certain nombre d'acteurs seront retenus dans chaque département en fonction de l'effectif de bénéficiaires.

Des visites terrain *in situ* ont été effectuées : au cabinet du vétérinaire pour vérifier l'existence et la qualité des réalisations physiques.

Le choix de tous les interlocuteurs a été fait en concertation avec l'équipe de projet qui n'a ménagé aucun effort dans ce domaine.

Cette étape principale a été décomposée en 3 phases qui sont :

- Phase 1 Entretien avec les partenaires directs du projet: équipe du projet, les ONG partenaires de la mise en œuvre (CESAO/PN, Karkara et VSFB), services publics (DDIE et DREIE de Dosso) ;

- Phase 2 Conduite d'Entretien et focus avec les acteurs de mise en œuvre et bénéficiaires du projet: producteurs, SVPP... ;
- Phase 3 Analyse des entretiens, la restitution orale et l'élaboration d'un aide-mémoire
Les focus groups suivants ont pu être réalisés.

Au total, Six Focus groupes ont pu être réalisés avec pour objectifs d'apprécier le niveau général de mise en œuvre du projet.

Focus 1 : Equipe de projet (efficience, efficacité, durabilité).

Focus 2 : bénéficiaires des unités de production ou de transformation.

Focus 3 : Auxiliaires d'élevage avec une quinzaine d'AE réunis à Dosso.

Focus 4 : COFOCOM Gestion des ressources pastorales (commune).

Focus 5 : COGES de marché de Mokko.

Focus 6 : Equipe CESAO/PRN à Niamey.

Au cours de cette phase, plusieurs entretiens individuels ont été réalisés dont 4 auprès de promotrices d'actions rémunératrices de revenus dont un (1) avec le secrétaire permanent du COFODEP de Birni, deux (2) avec les vétérinaires privés, puis avec le gestionnaire du projet, le coordonnateur du PASEL, et le directeur pays de VSFB puis deux entretiens individuels avec le Secrétaire Exécutif de l'ONG Karkara à Niamey et avec le chef d'antenne basée Agadez et déplacé à Dosso pour la circonstance.

Un questionnaire spécifique a été élaboré à l'intention des deux vétérinaires privés rencontrés pendant l'évaluation

➤ **Une troisième et dernière étape constituée de l'élaboration d'un mémoire de mission** avec les principaux constats et recommandations, d'un rapport final provisoire puis d'un rapport final définitif.

- Phase 1 : Elaboration et envoi du rapport provisoire
- Phase 2 : Elle constitue la dernière, celle de l'élaboration du rapport final après l'amendement des responsables du projet.

Outils et méthodes :

Pour recueillir les données nécessaires à l'évaluation, nous avons effectué un échantillonnage raisonné des acteurs par type d'activité.

Un questionnaire a été élaboré pour permettre à l'équipe de projet de s'auto-évaluer puis et un guide d'entretien a servi à l'organisation de focus group par catégories d'acteurs. Nous résumons dans ce tableau l'échantillon des personnes rencontrées pour l'évaluation.

Tableau N°1 : Echantillon des enquêtés

Lieu	Structure/organisation	Effectifs des personnes rencontrées		Total
		H	F	
Niamey	VSF-Belgique	3	1	4
	CESAO/PGN	6	3	9
	Karkara	1		1
Dosso	Equipe de projet	7	1	8
	AE	14		14
	VP Aderbissinat	1		1
	COGES BIZ Aderbissinat	2		2
	VP d'Aderbissinat	1		1
	DREIA	1		1
	Bénéficiaires indirects	37		52
Mokko	COGES marché à bétail	11	2	13
	COGES BAB		7	7
	Bénéficiaires Directes	4	2	6
Kiota	COFOCOM	8	2	10
	COGES BAB	6		6
	Bénéficiaires Directes		3	3
BIRNI	VP	1		1
	DDEIA	1		1
	COFODEP	1		1
	Totaux	105	21	126

III. RESULTATS DE L'EVALUATION

L'évaluation porte sur :

- le niveau de réalisation des recommandations ;
- les questions évaluatives ;
- l'appréciation des effets de certaines activités du projet par observations directes sur le terrain.

Une appréciation globale du niveau de réalisation avec les taux d'exécution a été faite plus loin dans le document.

Concernant l'appréciation des questions évaluatives, les points examinés par les différents acteurs sont regroupés dans les critères relatifs au cycle de projet cités plus haut (*la pertinence, la stratégie, l'efficacité, l'efficience et la durabilité du projet*).

3.1. Niveaux des réalisations et mise en œuvre des recommandations

3.1.1. Niveau de réalisation

Nous n'avons pas l'ensemble de la situation en fin 2013 au moment de l'évaluation.

Fin 2012, le projet a contribué à achever le processus de sécurisation des ressources pastorales entamées ultérieurement par APELDO par le géo-référencement, ainsi 421 km de couloirs ont été matérialisés, dont 240 en 2011 et 181 km en 2012. Il s'agit du couloir traversant 4 communes du département de Dosso, balisé par le PASEL, qui relie Batako-Saboudey-Gafiadey-Falguédi-Tessa-commune de Farey. APELDA a suivi et accompagné ce processus.

Le grand défi est désormais l'inscription de toutes les ressources matérialisées dans le dossier rural, point **auquel les commissions foncières communales accordent moins d'importance**. Par ailleurs, des améliorations seraient souhaitables concernant la qualité des balises souvent peu solides, la destruction de certaines balises et l'obstruction de certains couloirs par les agriculteurs

- ◇ Concernant *l'indicateur 1*, la part des revenus tirés de l'élevage des ménages bénéficiaires a été évaluée à 39% en 2012 et serait en augmentation en 2013. Ce résultat en régression par rapport à 2011 s'explique par l'acuité du déficit agricole et fourrager qui a touché le pays et tout particulièrement le département de Dosso en 2012. En effet, tandis que les revenus tirés de l'élevage des bénéficiaires du département de Boboye ont augmenté de 49%, ceux des bénéficiaires du département de Dosso n'ont augmenté que de 29%. La différence peut s'expliquer par un environnement plus favorable aux activités productives à Boboye plutôt qu'à Dosso ; en 2013, la part calculée est de 52% au Boboye et 37% à Dosso, soit une augmentation moyenne de 44% dans les deux départements. Cette augmentation néanmoins significative des revenus des bénéficiaires résulte principalement des activités génératrices de revenus (AGR) initiées par le projet, des activités relatives à l'aviculture et à l'embouche et de l'appui du projet aux services de proximité en santé et production animales.
- ◇ Au niveau des *indicateurs 2 et 3*, malgré l'écart de revenus observé entre les départements de Boboye et de Dosso, les bénéficiaires des deux départements ont diversifié et augmenté leur nombre de repas pendant la période de soudure. Les éleveurs et agro-éleveurs de Dosso et Boboye mangent au moins 2 fois par jour et chaque repas contient au moins 4 groupes d'aliments différents. Les groupes d'aliments les plus fréquents sont les céréales, les légumes à feuilles vertes foncées, les matières grasses et autres légumes (tomates, oignons, etc.). La viande est rarement consommée pendant la période de soudure.
- ◇ Pour *l'indicateur 4*, l'analyse des paramètres zootechniques des petits ruminants des bénéficiaires du projet montre une productivité numérique de 0,65 dans la région de Dosso (départements de Dosso et Boboye). Cet indicateur a été retenu parce qu'il prend en compte le taux de fécondité et le taux de mortalité qui eux-mêmes découlent d'autres paramètres. Le taux de mortalité globale de 4% (3% pour les adultes, 5% pour les jeunes) est très bon. Le taux de fécondité apparent est seulement de 70% certainement à cause des effets négatifs du déficit fourrager qui joue sur l'embonpoint des animaux et donc les paramètres de reproduction (espacement des intervalles de mises-bas, retour en chaleur). La croissance interne des troupeaux tourne autour de 24%. Des cas d'avortement ont été relevés et le taux est de l'ordre de 6%.

Dans le département de Dosso, les cas des mortalités surtout des jeunes sont plus importants (12%) que dans le Boboye (1%). Cette disparité peut s'expliquer par une meilleure adhésion des populations à la vaccination des petits ruminants dans le Boboye qu'à Dosso. En effet, le

SVPP de Boboye a vacciné quasi 2 fois plus que celui de Dosso (plus de 560.000 têtes d'animaux vaccinés dans Boboye et 329.000 têtes d'animaux vaccinés dans Dosso).

L'exercice d'évaluation s'effectue avec les résultats consignés arrêtés en fin octobre 2013, Les performances de réalisation de l'objectif sont assez appréciables mais ne permettent pas une appréciation globale.

3.1.2. Taux d'exécution du plan opérationnel

Tableau N°2 : Taux global d'exécution du PO

	2011	2012	2013	Moyenne
R1	36,63	92,86	122,00	83,83
R2	62,72	80,63	83,00	75,45
R3	81,27	97,44	76,00	84,90
R4	81,27	97,44	76,00	84,90
R5	34,80	80,00	50,00	54,93
R6	40,06	81,75	58,00	59,93
moyenne	56,12	88,35	77,50	73,99

Sources : données projet et calcul du consultant

Le projet APELDA a réalisé un bon taux d'exécution de son plan opérationnel ; les résultats 5 et 6 ont été moyennement réalisés.

3.1.3. Mise en œuvre des recommandations

Appréciation du niveau de réalisations et mise en œuvre recommandations du monitoring

Il faut noter qu'en trois ans de déroulement du projet, il n'y a eu qu'une mission de monitoring ce qui ne permet pas de mesurer le rythme de progression des activités.

Un effort a été fait pour répondre aux recommandations du monitoring.

Dans l'ensemble les activités ciblées ont été menées avec des résultats probants dans la région de Dosso et surtout dans les sites de concentration des actions.

Recommandations du monitoring	Niveau de mise en œuvre	Observations
Finaliser rapidement la réorganisation des rôles et s'assurer d'une transition fluide pour éviter "perte de vitesse" en cette phase de fin de projet. Veiller à répartir les taches de coaching et ne pas centraliser tout au niveau du GP, si S-C gèrent au quotidien les gardiens et chauffeur ce serait logiquement à elle de faire aussi leur gestion de performances.	Effectif	Faiblesse de la communication tant interne qu'externe <ul style="list-style-type: none"> • Fréquence des réunions • Echange entre membres du Staff • Niveau d'information différente

<p>Valoriser les expertises spécifiques de chaque staff maintenant une responsabilité technique d'appui au projet/collègues pour leurs volets spécifiques.</p>	En cours	La réflexion est avancée et pourra l'être
<p>Besoin de refaire une analyse complète pour la prochaine phase et de bien articuler les différents composants.</p> <p>Mettre à jour/clarifier la matrice S-E (en précisant les modes de calcul des indicateurs tels que calculs lors du rapportage année 1) et ne plus remettre en question les indicateurs et/ou modes de calculs d'ici la fin du projet. Capitaliser les dysfonctionnements et mode d'amélioration des indicateurs pour la phase suivante.</p>	Non effectif	En préparation pour la nouvelle phase
<p>Equipe projet doit transmettre à temps les planifications (avant de savoir les dates exactes) pour les activités nécessitant la mise à disposition de personnel spécifique pour s'assurer de leur disponibilité.</p> <p>Requête spécifique trimestriellement aux structures reprenant liste des staffs demandes pour activités et périodes estimatives durant lesquelles le projet aurait besoin du staff.</p>	Non vérifié	
<p>Besoin de réfléchir au montage institutionnel à revoir en fonction des capacités de CESAO de manière à trouver un système suffisamment responsabilisant pour eux et avantageux pour VSF-B tout en gérant les risques liés au rapportage bailleur.</p> <p>Clarifier les responsabilités des structures dans le cadre du suivi -évaluation du projet.</p> <p>Clarifier les responsabilités de gestion budgétaire avec soit responsabilisation de CESAO (budget alloué au CESAO avec remise d'une note de frais mensuelle et transferts mensuels ou trimestriels) et/ou gestion projet par VSF-B mais pas entre les deux.</p> <p>Mettre en place un processus fonctionnel de désengagement et responsable, PLP dans mise en œuvre APELDA.</p>	Effectif	

3.2. Analyse de la mise en œuvre du projet

3.2.1. Stratégie partenariale

Tableau N° 3 : Partenariat avec les autres intervenants dans la zone du projet

PASEL	Réunions de concertation sur la conduite des activités Réunions sur le partage des coûts de charges locatives	Malgré quelques difficultés d'harmonisation des interventions, 2 conventions ont pu être signées entre PASEL, SAREL et APELDA dans le cadre de la mise en place des services de base (AE, BIZ et BIAE). Les projets APELDA et PASEL sont le même siège, les charges sont ainsi partagés ce qui rend les projets plus efficaces.
PAAPSSP	Réunion de concertation et d'échanges Synergie d'actions dans le cadre du géo référencement des ressources pastorales dans le département de Boboye Participation à l'atelier bilan feu de brousse et préservation des fourrages.	Un accord d'exécution a été signé entre la COFODEP et PAAPSSP grâce à la facilitation du projet APELDA et a permis de financer le géo référencement. L'approche PAAPSSP a permis que les fourrages ramassés au cours des travaux soient valorisés.
SAREL	Echange de documents techniques Financement de formations Renforcement des capacités des SVPP	Deux formations ont été financées par le SAREL à l'endroit des deux SVPP (vie associative et technique de chirurgie). Des appuis techniques sont menés par le SAREL dans la gestion des CVR.

Le projet APELDA a six (6) résultats intermédiaires dont le 6^{ième} concerne la pérennisation des acquis du projet SESAC. Il a fait l'objet de l'élaboration d'un plan de pérennisation à la fin de la phase de SESAC 2. Ce plan se rapporte aux actions de pérennisation des services de Base mis en place sous le projet SESAC (1 SVPP et 5 BAB) dans le TADRESS.

En mars 2013, VSF Belgique a conduit un monitoring du projet APELDA pour entre autre évaluer le niveau de mise en œuvre des activités du projet. A ce titre quelques recommandations ont été formulées pour le R6 dont l'autonomisation des COGES de BAB.

En juin 2013, s'est tenue une rencontre à Niamey entre VSF-B et l'ONG Karkara afin d'échanger sur le niveau de mise en œuvre des recommandations du monitoring.

En septembre 2013, s'est tenue une autre rencontre entre VSF-B, l'ONG KARKARA et APELDA au sujet de l'état de la mise en œuvre du résultat 6 du projet APELDA. Après de vives échanges, des décisions ont été prises par la réunion dont entre autre l'organisation d'une mission conjointe : Karkara - VSF-B - APELDA - Autorités Communales - Autorité Administratives, qui établira l'état des lieux de l'ensemble des aspects liés aux BAB, répondant aux questionnements ci-dessus. Cette mission identifiera les possibilités de portage durable (par les communes par exemple), de ces investissements.

Le Coordonnateur Régional de Karkara d'Agadez a été mandaté de coordonner l'action et prendra contact à cet effet, avec les autorités sur place, en vue de la réalisation de cette mission.

3.2.2. Approche stratégique

Constats:

- ☞ La démarche adoptée par le projet, d'après les termes du rapport APELDA 2012, privilégiait deux orientations. La première était « la gestion axée sur les résultats » et la seconde visait « la poursuite de la stratégie d'intervention sur les sites à forte concentration d'activités engagées en 2011 ».
- ☞ le choix stratégique est porté sur le «faire faire» avec une forte implication des acteurs locaux (les vétérinaires privés, les AE, les organes prévues par la loi sur code rural nigérien (CoFo), les services techniques déconcentrés de l'Etat).
- ☞ les actions du projet sont basées sur le savoir-faire local à savoir l'élevage des volailles et des petits ruminants (surtout caprins) qui sont une pratique traditionnelle des femmes.
- ☞ Une stratégie de rétrocession des infrastructures aux communes.
- ☞ Un accompagnement des communes dans leurs efforts de mobilisation des ressources financières à travers un meilleur fonctionnement de comités de gestion des marchés à bétail.
- ☞ Par ailleurs le projet développe une synergie d'actions avec les autres intervenants de sa zone d'intervention en participant ou en animant les cadres de concertation (SNV, PASEL, SAREL, PAMED 2...).

Conclusion:

- Les choix opérés pour les interventions ont contribué de manière significative aux résultats en lien avec les objectifs et les résultats attendus du projet.
- Le choix des bénéficiaires illustrés à partir des femmes ayant bénéficiées des activités rémunératrices de revenus tant au niveau de la volaille, du noyau de caprins que l'artisanat..... et des différentes parties prenantes est en adéquation avec la problématique de départ concernant l'amélioration de la résilience ainsi que le contexte spécifique du projet dans une zone agricole comme la Région de Dosso.

3.2.3. Pertinence

Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent-ils aux besoins des bénéficiaires, aux priorités globales et aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds?

Constats

La démarche est assez claire avec une stratégie d'intervention basée sur la GAR notamment dans région de Dosso où le dispositif d'intervention est bien étoffé. On observe, par contre que dans le département d'Aderbissinat, le contenu de l'intervention ne fait pas l'unanimité de tous les acteurs si bien que la pertinence est plus ou moins passable.

❖ **Adéquation des réponses apportées par le projet et des problèmes identifiés initialement.**

De la zone du projet, le sous-secteur de l'élevage occupe aussi une place importante. La production animale dans les zones du projet, concerne principalement les espèces ovines, caprines et bovines, ainsi que la volaille.

Dans la région de Dosso, l'élevage prend de plus en plus d'ampleur, alors que l'utilisation des ressources naturelles en constante régression est souvent sources de conflits meurtriers. Les activités mises en œuvre par le projet visent à combattre la pauvreté des femmes rurales à travers le développement de l'élevage des animaux à cycle court.

❖ **Adéquation du choix du public cible et de la zone d'intervention**

L'activité d'élevage est pratiquée aussi bien par les femmes que les hommes, et joue un rôle important dans l'économie des ménages, en ce qu'elle permet d'accéder aux ressources financières nécessaires à l'approvisionnement en bien de consommation courant. L'aviculture est donc très importante pour les populations tout en étant complémentaire à l'agriculture.

Le choix des bénéficiaires est porté sur les femmes pour les AGR et un savoir-faire traditionnel en matière d'élevage de volailles qui a été amélioré par les coqs de race, les connaissances en techniques de maroquinerie et en commercialisation ont été renforcées ;

La demande en produits animaux et particulièrement en volailles et en petits ruminants (ovins et caprins) est forte et sans cesse croissante.

❖ **Adéquation des objectifs au contexte**

L'entretien avec les services techniques a permis de confirmer l'intérêt de « *mettre en œuvre la complémentarité entre le privé et le public car toutes les catégories d'éleveurs œuvrent pour la même cause, le bien être des éleveurs et de leur bétail* »

Approvisionnement de la direction régionale en SPAI ; sons et tourteaux.

L'état a approvisionné la Région de Dosso en sons de blé et de tourteaux avec les quantités suivantes :

- Pendant la campagne agricole 2010-2011 : 810 tonnes ;
- Soixante tonnes entre 2011 et 2012 ;
- 1299 tonnes pendant la campagne 2012-2013.

Depuis 2000 le bilan fourrager est toujours déficitaire dans la région de Dosso.

En 2010 sur la place du marché, le sac de 50kg de son de blé coûtait 10 000 à 11 000 FCFA.

L'état a approvisionné à 4000 FCFA le sac pour être vendu à 7000 FCFA.

Bien que les BIZ et les BAB soient encore loin de l'autonomie financière tant recherchés, elles répondent à de réels besoins en intrants pendant les périodes de crise alimentaire du bétail.

Dans le domaine de la GRN et du foncier, au cours de l'année 2013, il y a eu un conflit sanglant dans la région de Dosso qui a causé 3 morts et plus de 100 cases brûlées ; en réalité ce n'est plus des conflits entre éleveurs et agriculteurs mais entre des communautés à cause de la forte pression sur le foncier ; les dégâts sur les cultures deviennent ainsi le déclencheur des conflits ; la pertinence du renforcement des commissions foncières dans la gestion préventives des conflits n'est donc plus à démontrer.

Ainsi les objectifs d'APELDA sont en cohérence avec les objectifs sectoriels du Ministère de l'élevage nigérien et les STD régionaux et départementaux ont témoigné de la bonne collaboration. L'option d'appuyer les structures prévues par le code rural (CoFos) est la plus pertinente et les partenaires de mise en œuvre (VSF-Belgique et CESAO/PRN) l'ont bien compris.

Conclusion: Au regard de la problématique analysée au démarrage et au vue de l'offre du projet, nous concluons que le projet a une ***pertinence élevée***.

3.2.4. Efficacité

L'évaluation de l'efficacité est étroitement liée aux objectifs, puisqu'on s'intéresse en particulier à savoir si les objectifs définis au moment de la planification du projet ou programme et les effets souhaités ont été atteints. Ceci doit permettre de confirmer que les résultats obtenus par les activités ont eu les conséquences souhaitées. L'évaluation de l'efficacité influe considérablement sur la planification. Nous avons adopté de répondre aux questions suivantes qui nous ont guidé dans l'appréciation de l'efficacité :

Dans quelles mesures les résultats ont-ils contribué à la réalisation de l'objectif du projet ?

- **Résultat 1 : L'accès des éleveurs aux services de base en matière d'élevage est amélioré**

L'enquête du projet a montré que 71% des Cofos appuyées par APELDA sont fonctionnelles fin 2012. Ce résultat nettement supérieur aux attentes masque cependant quelques disparités. L'enquête réalisée par le projet montre que les structures du code rural de Dosso sont plus fonctionnelles, que celles de Boboye. La raison principale de cette différence est l'ancienneté de ces structures dans les 2 zones.

Nos entretiens avec les personnes ressources ont démontré que c'est le projet qui a permis d'une part de mettre en place certains COFOCOM et ensuite à leur permettre d'exercer leurs activités de sécurisation des ressources pastorales et foncières.

A titre illustratif, nous résumons l'état des actes établis au moment de l'évaluation :

Tableau N°4 : Actes produits pour la sécurisation foncière

Types d'actes	2012	2013
Attestations de détention coutumière	8	3
Attestations de vente	6	6
Donations	21	6

Les témoignages des acteurs pointent la difficulté principale de cet accompagnement des instances du code rural qui est l'attente de l'homologation des registres et actes à enregistrer par la justice ; bien que le nombre d'actes accomplis soient assez modestes, l'engouement des acteurs montrent que le travail contribue bien à une exploitation paisible des ressources pastorales.

Le projet a ainsi contribué à une bonne vulgarisation des services du code rural en permettant y recourant pour chercher des actes de sécurisation des ressources pastorales.

- **Résultat 2 : La productivité des élevages est améliorée par l'adoption de nouvelles techniques**

A la demande de la DGD, une étude sur la viabilité économique des 10 anciennes BIZ a été conduite en 2012, avec l'appui technique de CESAO-PRN. Les résultats de cette enquête ont montré que toutes les BIZ ont dégagé :

- **un excédent brut d'exploitation (EBE)** positif notamment en raison principalement de la faiblesse des autres charges d'exploitation (gardiennage, entretien principalement) mais trop faible pour couvrir l'amortissement des immobilisations. Le taux de rentabilité économique (EBE/capital investi), est très variable entre les BIZ, trois BIZ sont en tête, il s'agit de celle de Mokko (9%), Kiota (5%) et Tondo (3%) et les autres BIZ ont un taux inférieur à 3%.
- **une marge commerciale positive mais faible** sur l'ensemble des activités (activité principale et autres spéculations). Même si la finalité des BIZ n'est pas de réaliser des bénéfices, cette marge doit permettre de couvrir l'ensemble des charges d'exploitation. Selon la convention de collaboration, « la marge bénéficiaire ne peut dépasser 15% du prix de revient d'un sac de 50 kg ». La plupart des BIZ affiche un taux inférieur à 15%. Seules les BIZ de Mokko et de Tondo ont un taux de marge commerciale de 17% pour leur activité principale. Celle de Batako a dépassé ce taux de 15% grâce à la spéculation sur le mil. Par ailleurs, il est difficile de faire la part entre le fonds de roulement placé par le projet et celui acquis auprès des autres PTF ou d'autres activités parallèles (frais de garde des marchandises) dans certaines BIZ.

Indicateur 4 : L'enquête réalisée par le projet montre que 45% des enquêtés sont très satisfaits des services rendus par les BIZ (note supérieure ou égale à 2,5/3). 89% des enquêtés leur attribuent une note de satisfaction supérieure à 2 sur 3.

La mise en réseau des 17 BIZ, réseau réalisé en 2012 devrait permettre de faire des commandes groupées et donc de faire des économies d'échelle sur leurs commandes. Un comité a été installé au niveau du réseau avec un agrément. Au moment de l'évaluation, les BIZ de Mokko et de Kiota ont rarement fait allusion à ce réseau, ce qui montre bien qu'il n'a pas encore fait ses preuves et il est encore trop tôt pour mesurer son efficacité.

- **Résultat 3 : La rémunération obtenue lors de la commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage est augmentée**

En 2012, le projet a évalué le pourcentage des producteurs formés appliquant au moins 3 nouvelles techniques différentes : 92%, le taux de rentabilité de l'embouche chez les EP à : 28%, l'application de la complémentation stratégique des animaux : 74%.

Dans le cadre de sa stratégie de vulgarisation de nouvelles techniques auprès des éleveurs et agro éleveurs, APELDA a mis en place quatre types d'exploitants pilotes (EP) :

Les EP en embouche, Les EP en aviculture, Les apprenants des champs écoles pastoraux (PFS) et Les EP en élevage de noyaux reproducteurs caprins.

Nous n'avons pas disposé de l'actualisation des données des indicateurs pour 2013 ; notre enquête nous a permis de confirmer que les différentes formations ont permis :

- Aux éleveurs une acquisition de connaissance et une maîtrise des périodes de vaccination aussi bien des petits ruminants que la volaille.
- L'étude commanditée en 2012 montre que le taux d'exploitation présente beaucoup de disparités selon les sites et les bénéficiaires. En effet, le taux d'exploitation maximum a été observé à GobériTassiel avec 14 tandis que d'autres tournent autour de 10 et d'autres en dessous de la moyenne. L'introduction des coqs de races a enregistré plus de 50% de mortalités malgré les sensibilisations répétées sur les différentes thématiques : la vaccination, les principales maladies aviaires, etc. Lorsque les coqs sont encore présents, on enregistre une augmentation du poids des poulets issus de leur descendance.
- Malgré les difficultés annoncées notamment la mortalité élevée des poussins, les femmes bénéficiaires des coqs de races apprécient l'opération ; l'opération ne pourra produire des résultats plus probants s'il est conduit dans un milieu suffisamment assaini.
- **Résultat 4 : La rémunération obtenue lors de la commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage est augmentée.**

Nous n'avons pas pu apprécier la performance des unités de transformation durant l'évaluation.

Les marchés à bétail à travers leur comité de gestion

En revanche, nous avons le témoignage qui affirme que l'appui du projet permis une meilleure gestion des marchés à bétail a des effets positifs directs pour les bénéficiaires de l'intervention.

Sur base du diagnostic réalisé au démarrage du projet, APELDA a appuyé 6 marchés retenus pour leur bonne collaboration, à savoir KarguiBangou, Mokko et Ouna dans le département de Dosso et Fabidji, N'Gonga et Kiota dans le département de Boboye.

Entretien avec le COGES du marché à bétail de Mokko

De cet entretien les membres du COGES ont bien apprécié les formations sur :

- l'identification des animaux et des acteurs de la transaction au marché à bétail ;
- La sensibilisation sur la collecte des taxes ;
- Remplissage des quittances livrées lors de la collecte.

En effet, la formation et l'identification ont eu pour effet immédiat un meilleur contrôle du bétail sur le marché ; l'exigence de Cartes d'Identités Nigériens ou de cartes de famille et les pièces d'identités aux autres usagers a permis d'introduire une certaine traçabilité des transactions sur le bétail.

Il y a une réelle satisfaction des intermédiaires qui payaient avant l'appui du projet le plus grand tribut de l'insuffisance organisationnelle des acteurs du marché à cause de la circulation des animaux volés.

- Le dernier jour de marché (jeudi dernier) ; 2 personnes ont témoigné connaître un vendeur de bœufs mais ne connaissent pas sa profession ; un coup de fil est venu confirmer que c'était un voleur.
- Il a fui laisser l'animal.
- Comment on saisit ce type d'info dans le suivi ?
- Avant la formation, les intermédiaires pouvaient perdre des montants estimés de 300 à 400 milles francs par an.

- Résultat 5 : Les structures engagées dans la pérennisation des activités du projet sont renforcées et responsabilisées

La réalisation de ce résultat a été vraisemblablement la plus polémique des résultats du projet ; en effet, sa réalisation met en jeu aussi bien la stratégie de désengagement du projet que l'accompagnement au renforcement des capacités et des compétences dans le cadre d'un partenariat.

En effet, l'indicateur seul « *Nombre de structures renforcées et responsabilisées actives de manière autonome dans la pérennisation des activités du projet* » même s'il était bien renseigné ne permet pas de mesurer la pérennisation des activités.

Les actions suivantes ont été menées :

- l'appui financier du projet ou de l'AT VSF-B arrivé au début de dernier trimestre 2012 ont permis d'élaborer son plan de renforcement des capacités de ses cadres, d'actualiser son plan d'action quinquennal 2011-2014 ;
 - la finalisation du manuel de procédures administratives et comptables ;
 - la formation des cadres sur la GAR ;
 - La facilitation de la tenue de la session pédagogie annuelle a aussi permis aux cadres CESAO de se retrouver et de débattre de la vie de l'organisation.
- Résultat 6 : Les acquis du SESAC dans le département d'Aderbissinat / Zone du Tadress sont consolidés**

La mise en œuvre de ce résultat est assurée par l'ONG Karkara à travers sa Coordination régionale d'Agadez après une tentative avortée avec l'ONG Tadress.

En 2011, la mise en œuvre du R6 a démarré avec beaucoup de retard à cause du changement nécessaire (Partenariat rompu avec Tadress pour malversation financière) dans le choix de partenaire principal local d'une part et d'autre part de celui du responsable de suivi au niveau de VSF.

En 2012, la mise en œuvre a été réalisée sur préfinancement de l'ONG Karkara et le gestionnaire du projet APELDA a assuré la coordination du suivi et le rapportage.

En 2013, la mise en œuvre a été aussi très timide à cause d'une part du retard dans le remboursement du préfinancement des activités réalisées de 2012 et le retard accusé dans le renouvellement de la convention entre VSF-B et l'ONG Karkara relative à la mise en œuvre des activités de ce résultat. Néanmoins quelques activités ont été conduites par le responsable du Résultat, coordonnateur régional de Karkara à Agadez en marge des autres activités de l'organisation.

➤ **Quelles sont les circonstances imprévues qui ont favorisé ou nui à l'efficacité ?**

- Aucune BAB en 2012 ne s'est réapprovisionnée sur fonds propre à cause de la cherté des aliments bétail sur les marchés (son de blé et tourteau de grain de coton).
- Toutefois, pendant la période de soudure 2012, certaines BAB ont servi de lieu de vente des aliments bétail mis en place par l'Etat et la FAO pour la vente à prix modéré en direction des éleveurs sinistrés ou en grande difficulté.
- Au final, le contexte défavorable (crise pastorale, spéculation sur les prix des aliments bétail) lors les 2 dernières années consécutives n'ont pas permis à ces magasins communautaires de jouer pleinement leur rôle.

➤ **Quelles ont été les synergies développées qui ont eu des effets positifs ?**

De façon globale, la mesure de l'efficacité en matière de formation et d'équipement des AE est supérieure à la moyenne avec un taux de 83% satisfaction globale. En outre, une meilleure communication reste à promouvoir.

a) Le fonctionnement global du dispositif SVPP

Les services rendus par les AE et leur VP dans le cadre du SVPP ont été analysés à partir de la dynamique de leur offre de service et de l'évolution des chiffres d'affaires ; un groupe de producteurs a été rencontré et a manifesté son adhésion au système et la qualité des services rendus.

➤ **SVPP Boboye**

Les chiffres que nous indiquons ici sont celles communiquées par les vétérinaires privés eux-mêmes ; c'est l'évolution de ces chiffres que nous considérons à partir du CA de 2011. La part des chiffres d'affaire réalisée avec les AE constitue leurs apports à la formation du CA en dehors du mandat sanitaire.

La part des ventes de médicaments dans le CA permet d'indiquer le niveau de consommation.

Tableau n° 5 : Quelques chiffres significatifs du Vétérinaire Privé de Boboye

	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Evolution du CA (en % de croît annuel)	1	86	7
Part du CA réalisé avec AE	27,04	19,07	20,61
Part du mandat sanitaire dans le CA	Néant	54,31	59,81
Part des médicaments dans la formation du CA du VP	91	38	36

Source : Enquête du consultant auprès du VP

Le mandat sanitaire est un acte administratif par lequel l'Etat délègue pour une durée limitée, certaines de ses tâches ou fonctions sanitaires à un vétérinaire exerçant à titre privé. Il s'agit le plus souvent de tâches d'intérêt collectif tel que la prophylaxie collective obligatoire de maladies réputées légalement contagieuses. Le mandat sanitaire joue un rôle économique indéniable tant au plan macro-économique que micro-économique :

- les crédits que l'Etat alloue dans le cadre de l'organisation et de l'exécution des campagnes de vaccination se trouvent être allégés ;
- la création d'emploi aux jeunes diplômés non engagés ;
- la rentabilité de l'élevage est améliorée par les interventions de proximité ;
- le praticien libéral améliore ses revenus financiers par la diversification de ses activités ;
- de plus, il crée des rapports de confiance privilégiés entre lui et l'éleveur, facilitant ainsi tout processus d'installation dans la zone.

Source : TDR atelier national sur le mandat sanitaire

Ce tableau et celui du VP de Boboye montrent que le mandat sanitaire a été d'un apport important aussi bien en chiffres d'affaires global que dans la vente des médicaments ; c'est pendant la campagne de vaccination sous mandat que le médicament se vend le plus.

Le tableau n°2 ci-dessus montre que durant les trois dernières années la vie de l'entreprise du VP est d'une part liée à plus de 50% au mandat sanitaire qu'il obtient régulièrement mais d'autre part à plus de 20% de par l'action des auxiliaires d'élevage ; le chiffre d'affaire du cabinet vétérinaire a presque doublé entre 2011 et 2012 puis il a cru de 7% entre 2012 et 2013 (les données de 2013 ne concernent que les 11 premiers mois de l'année).

Tableau n°6 Chiffres d'activités des AE Boboye

	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Chiffre d'affaire moyen des AE	175 402	186 586	246 149
Nombre d'A.E formés	26	32	28
Nombre d'A.E recyclés	11	7	11
Nombre d'A.E plus désertés	2	3	2
Chiffre d'affaire AE le plus dynamique	526 890	623 260	695 455
Chiffre d'affaire AE le mois dynamique	13 600	10 850	10 150

Source : enquête du consultant auprès du VP.

Quant aux AE, le chiffre d'affaire moyen s'établit autour de deux cent mille (200.000) FCFA avec des extrêmes variant entre 10 150 et 695 455 FCFA ; en prenant seulement une marge estimative 20% (dans la réalité, cette marge peut atteindre 50% pour certains AE qui participent activement à l'exécution des campagnes de vaccination), on peut estimer les revenus des AE vacillant entre 2500 et 130 000 FCFA.

En comparant au RNB/par habitant, des Nigériens en 2012 de 390 dollars soient environ 195 000 FCFA, le revenu des AE les plus dynamiques équivaut à plus 66% du RNB /habitant au Niger, ce qui est bien considérable.

➤ **SVPP Tadress**

Tableau n°7 Quelques chiffres significatifs du Vétérinaire Privé de Tadress

Indicateur	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Evolution du CA	1	1,79	2,61
Part du CA réalisé avec AE	12,88	8,22	4,36
Part du mandat sanitaire dans le CA	66,67	66,67	66,67
Part des médicaments / chiffres d'affaire	3,08	3,14	2,35

Source : Enquête auprès des AE et du VP.

Le chiffre d'affaire du VP de Tadress a presque triplé son chiffre d'affaire ces trois dernières années en partie avec le soutien du projet dans le plaidoyer envers les partenaires intervenant dans la Région ; ainsi, aussi bien la Croix Rouge que le CIDR ont sollicité les services du VP pour des interventions spécifiques sur le bétail ; c'est un effet de levier qui permet au SVPP de mieux s'enraciner dans la région.

La part du mandat sanitaire dans la réalisation du chiffre du CVR est encore plus importante que pour celui du Boboye.

Dans le Tadress, les actions de prophylaxies soutenus par des partenaires techniques et financier qui ont permis au CVR d'assurer la disponibilité et la proximité de ce service qui permet de protéger le bétail contre les maladies contagieuses.

Tableau n°8 Chiffres d'activités des AE de Tadress

AE du Tadress			
Chiffre d'affaire moyen des AE	23 500	31 375	46 420
Nombre d'A.E formés	35	-	-
Nombre d'A.E recyclés	20	20	-
Nombre d'A.E plus dynamiques	20	20	20
Nombre d'A.E plus inactifs	15	-	-
Chiffre d'affaire AE le plus dynamique	60 000	80 000	100 000
Chiffre d'affaire AE le mois dynamique	10 000	15 000	15 000

Source : enquête auprès des AE et du VP.

Sur 35 AE formés, seuls 20 sont opérationnels à ce jour dans le Tadress. Le chiffre d'affaire moyen est assez bas et confirme la situation de ce genre de service sous cette latitude.

Si l'efficacité des AE est une évidence, il n'en demeure pas moins qu'ils rencontrent des difficultés à s'organiser en réseau. Pour autant, cette individualisation de la fonction, n'empêche pas qu'ils soient efficaces dans la réalisation de leurs missions. Justement cette indépendance des AE les soustrait de la dynamique de coopération avec les vétérinaires privés. Pourtant ces derniers devraient pouvoir veiller et encadrer les actions des AE. Ce cloisonnement des AE à comme corolaire l'inexistence de stratégie commune, et affaiblie la capacité de négociation avec les VP et les autres acteurs du projet. La résultante de cette situation est la dévalorisation de leur rôle au niveau communautaire puisqu'ils n'ont pas de liens fonctionnels avec les OP.

b) la sensibilisation générale menée auprès des communautés sur les bonnes pratiques en élevage

Une rencontre dans un village qui n'est pas une zone de concentration du projet avec un groupe informel de paysans a permis de :

- réaliser que les actions de sensibilisation bien que diffuses ont eu des effets aussi bien sur les femmes, les hommes et les jeunes qui affirment avoir suivi ces séances avec un grand intérêt ;
- certains affirment être plus rigoureux en matière d'hygiène des poulaillers ; d'autres témoignent qu'ils ont une meilleure compréhension du calendrier vaccinal des petits ruminants ;
- bien que leur principale préoccupation soit la question d'accès à l'eau potable, les participants réclament encore plus de séances de sensibilisation pour mieux comprendre les techniques d'élevage.

c) les BIZ ou BAB à travers leur comité de gestion

En rappel, ces structures avaient pour but essentiel de constituer un réseau d'approvisionnement pour les intrants zootechniques. Les produits commercialisés dans le réseau devaient garantir un bon rapport qualité et tarifs avantageux par rapport au marché local. C'est une organisation, si elle est propice en période de crise, elle devra démontrer sa pertinence sur le long terme en année normale. Le diagnostic ci-dessus démontre que les BAB ne profitent pas suffisamment des opportunités de leur environnement.

Dans l'optique d'une meilleure satisfaction des utilisateurs, l'amélioration des capacités spéculatives est une nécessité. Cela consiste à accroître les stocks pour pouvoir profiter de la baisse des prix des produits au cours de l'année. En somme, les BAB ont besoin d'une meilleure connaissance du marché des intrants zootechniques. Les BAB doivent multiplier les opérations d'achats en fonction des évolutions du marché local.

L'intensification des échanges et communications entre les différents BAB et BIZ permettra de lancer des commandes avant les périodes de soudures.

Outils de gestion mis en place	Entretien avec le COGES BIZ de Mokko
--------------------------------	--------------------------------------

Les BAB et BIZ devraient mieux valoriser leurs relations avec l'Etat, car cette proximité institutionnelle est un avantage stratégique et doit leur donner une force de négociation pour obtenir des prix avantageux et incitatifs et favoriser l'accès au dispositif public de gestion des crises.

Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités a-t-elle participé à l'atteinte de l'objectif spécifique ?

- ✓ les programmes d'activités des trois (3) années du projet ont été exécutés avec un taux d'exécution de plus 80% ;
- ✓ les recommandations du monitoring ont été exécutées à un taux de plus de 70% ;
- ✓ la plupart des résultats engendrés par les activités est en adéquation avec l'objectif spécifique ;

- ✓ les producteurs des OP témoignent de l'utilisation des messages reçus pour améliorer leurs élevages ;
- ✓ les différentes formations ont permis de renforcer les capacités des différents acteurs ;
- ✓ les effets des activités des AE, des VP et Cofos sont les plus appréciés aussi bien par les agro-éleveurs, les éleveurs les techniciens que les élus locaux ;
- ✓ Les activités des exploitations pilotes (aviculture, noyau, caprin) bien qu'elles aient rencontrés des problèmes de mortalité des poussins et des cabris, ont eu des ventes intéressantes qui ont procuré des revenus.

Conclusion: au regard de ce qui précède nous concluons que dans l'ensemble *l'efficacité du projet est très élevée*

3.2.5. Efficience

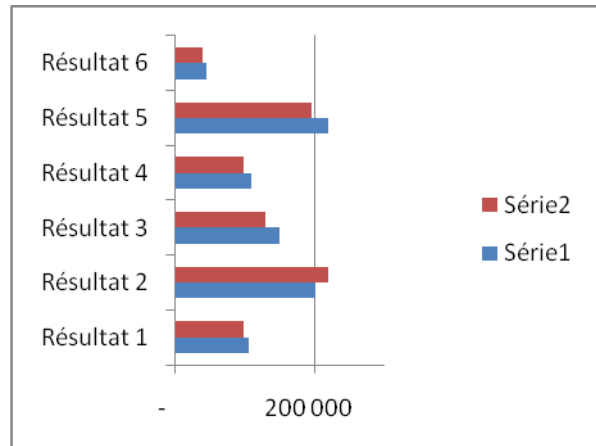
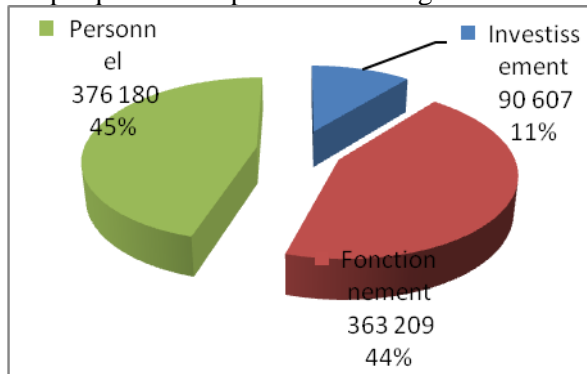
Il s'est agi de déterminer de quelle manière le projet ou programme utilise les moyens dont il dispose, quelles activités ont été menées et comment, et enfin quels résultats ont été atteints à quels coûts, (comparaison input - output). L'évaluation de l'efficience porte en réalité sur les activités quotidiennes du projet. Elle montre si le projet ou programme fonctionne efficacement, s'il se passe comme prévu, si les résultats attendus peuvent être réalisés avec les activités prévues, si le rapport « *coûts/résultats réalisés* » est optimal.

a) Efficience dans l'utilisation des ressources financières du projet

De manière générale, la consommation globale de 94% peut s'expliquer par :

- l'économie sur le budget réalisée grâce à l'efficience notamment l'élaboration adéquate et adaptée (durabilité financière) des budgets pour le financement des activités des bénéficiaires avec de contre parties systématiques ;
- le caractère du projet plus de renforcement des capacités que d'investissement ce qui a permis la couverture intégrale des activités jusqu'à la fin ;
- la mutualisation des charges locatives et des frais de fonctionnement du bureau commun à Dosso avec PASEL6.
- le financement direct des activités par d'autres partenaires plus pourvus financièrement (PASEL et PAAPSSP) ;
- l'économie sur le budget d'un coopérant VSF-B pendant plus de 9 mois sur le projet (période sans coopérant entre le départ de l'ancien et l'arrivée du nouveau).

Graphique N°1 : répartition du budget



Graphique N°2 : Niveau de réalisation du budget par résultat

◆ Commentaires

En fin de phase, suite à l'amendement budgétaire, on observe une sous-consommation de la rubrique investissement (7,94%) et une explosion de celle du fonctionnement.

Pour les investissements, la raison principale est que tous les investissements autres que ceux pour le fonctionnement du projet ont été mis en charge dans le fonctionnement opérationnel du projet comme prévu dans le DTF.

L'extraction n'a pas été possible après la clôture comptable des années 2011 et 2012. Elle n'est possible que sur l'année en cours. Mieux, cette imputation a été aussi compliquée pour l'année 2013 du fait que les rubriques n'ont pas été clairement scindées.

Ainsi, toutes les dépenses opérationnelles sont encodées par résultat, ce qui ne permet pas dans un même résultat d'avoir des charges imputables que sur le même résultat.

L'explosion la rubrique fonctionnement s'explique par les mêmes raisons citées plus haut. C'est-à-dire toutes les charges imputables sur les investissements sont restées sur le fonctionnement opérationnel.

Les frais de personnel (local et coopérant) ont bien été consommés comme prévu. La sous-consommation sur certaines lignes de staffs a permis de prendre en charge le coût salarial du nouveau RAF de CESAO dans une logique d'appui dégressif.

La faible consommation au niveau du résultat 6 malgré la revue à la baisse du budget de 4 500 euros, est due à la perte de temps des 4 premiers mois de l'année 2011 qui ont été consacrés à la révision du montage institutionnel en remplaçant à juste titre TADRESS par Karkara pour assurer la mise en œuvre du plan de pérennisation du SESAC2. Il a fallu prendre le temps d'échanges entre partenaires principaux du projet pour trouver une solution alternative.

b) Efficience de l'organisation du projet

L'efficience du projet porte sur l'utilisation optimale des ressources (humaines, matérielles et financières) pour la réalisation des objectifs définis. Afin de mieux percevoir le niveau d'efficience, des critères ont été retenus dans l'enquête auprès de l'équipe de projet.

Pour ce qui relève des procédures de gestion, elles déterminent le niveau de connaissance et d'intégration des processus d'organisation et de travail. Les résultats confirment une bonne distribution de ces normes. Par ailleurs, l'appréciation des mécanismes de suivi des activités affiche une satisfaction moyenne, voire bonne, que les mécanismes d'implication des bénéficiaires sont bien connus et partagés.

La gestion logistique concerne particulièrement les équipements de transports (motos et véhicules et la gestion du carburant). Les équipements de transports sont suivis par les utilisateurs (conseillers en animation, animateurs et chauffeur) et le contrôle assuré par le logisticien de VSF-B. Les résultats des enquêtes relatent une bonne gestion validée par l'ensemble de l'équipe de projet.

Le partage de l'information entre les parties prenantes constitue également un facteur d'efficience. Il ressort de l'évaluation une asymétrie d'information notable à travers les réponses fournies par l'équipe de projet. Sur sept (7) membres, trois estiment que le partage d'information était bon tandis que les 4 autres estiment qu'il va de faible à très faible. La communication globale ne semble pas uniforme.

- **Le mécanisme de suivi des activités**

Ces mécanismes sont constitués des processus mis en œuvre dans la gestion courante des activités notamment le choix des indicateurs de suivi des activités, les mécanismes d'implication des bénéficiaires.

- **La planification et l'organisation des activités**

En rappel du dispositif interne, sur le plan technique, les activités de terrains sont encadrées en permanence par les différents responsables qui les conduisent et le gestionnaire du projet.

A cet effet, des fiches de suivi des activités (AE, COGES, BIZ, EP) avaient été élaborées. Sur les 7 membres de l'équipe projet, six (6) pensent que l'organisation était de bonne et voir « très bonne ».

L'évaluation de l'efficience dans l'ensemble demeure malgré tout, supérieure à la moyenne (60% d'après les scores d'évaluation de l'équipe projet) et les démarches adoptées dans les interventions restent globalement cohérentes avec l'approche stratégique du projet.

- ◆ Le montage financier avec le principe de coûts partagés tout autant qu'il soit pertinent et contribuant à l'efficacité du projet n'a pas permis d'améliorer le taux de consommation du volet investissement du projet. Cas pratique : pour un amendement budgétaire, on a besoin de faire recours à la comptabilité de 2011 qui n'est plus accessible, ni modifiable car la comptabilité de VSF-B était clôturée et rapportée à la Banque nationale de Belgique donc ne pouvant plus être modifiée.
- ◆ CESAO et VSF-B ont pu s'entendre pour la transformation du dispositif d'intervention avec une assistance technique d'un poste de cadre gestionnaire de projet en remplacement de l'assistance technique externe ; cela a permis d'obtenir un reliquat budgétaire dont la mobilisation a été assez longue.

Dans quelles mesures les résultats ont-ils été obtenus au meilleur rapport qualité/coût

Constats :

- ☞ Une équipe légère composée de 7 agents (2 niveau coordination et 5 niveau opérationnel) a permis de mener à bien le projet ;
- ☞ Stratégie de faire-faire à travers un partenariat opérationnel avec les autres intervenants (vétérinaires privés, services techniques d'élevage, formateurs, CoFo) ;
- ☞ Une démarche relativement claire, une stratégie d'intervention basée sur la GAR ;
- ☞ Un dispositif d'intervention étoffé dans la région de Dosso ;
- ☞ Assez lâche dans le département d'Aderbissinat, le contenu de l'intervention ayant été mal partagé par les acteurs (perceptions différentes de cette phase) ;
- ☞ Effectivité : du retard à l'allumage, mais une accélération en 2012 malgré le relâchement temporaire des actions de consolidation ;
- ☞ Un bon suivi / rapportage et un suivi de **conformité** par VSF-B) ;
 - avec un taux d'exécution des activités très bonne,
 - un taux d'exécution budgétaire au 31 décembre supérieur à 94 malgré la faiblesse de la consommation du volet investissement et la légère surconsommation du volet fonctionnement.

Conclusion:

- ☞ Au vue de ce qui précède nous concluons que l'efficacité du projet est bonne à très bonne

3.2.6. Analyse des résultats produits

Comme en 2011, APELDA a poursuivi la consolidation des réseaux de SVPP mis en place par le projet APELDO. En 2012, les appuis du projet ont porté entre autres sur la formation des responsables de réseau (fiscalité, tenue des outils de gestion d'une clinique) et des auxiliaires, la gestion comptable et financière de leurs structures, l'élargissement des réseaux (24 nouveaux AE), l'organisation de la campagne de vaccination, la création de dépôts relais (7 à Boboye) et la sensibilisation des populations locales à accéder aux services de proximité mis en place.

3.2.7. Appréciation du degré d'utilisation des services

Tableau n°9 : Analyse des indicateurs d'accès des éleveurs aux services de base en matière d'élevage

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV						
		A0	A1		A2		A3	
Libellé	Unité	Baseline	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Indicateur 1 : Evolution du taux de rentabilité économique de chaque SVPP dans la région de Dosso	%	7,67	7,82	ND	7,98	ND	8,14	
Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des producteurs vis-à-vis des services rendus par les SVPP	%	29	25	50	50	45	70	
Indicateur 3 : Amélioration du taux des BIZ fonctionnelles	%	/	/	30	62	ND	83	
Indicateur 4 : Satisfaction des utilisateurs des BIZ	%	/	/	52	60	45	70	
Indicateur 5 : Les vaccinations dans les zones SVPP augmentent sensiblement	Nbre	68.449		169.580	186.538	890.106	205.192	

Source : rapport d'activité 2012 APELDA

La fonction d'alerte sur l'apparition des maladies du bétail est bien menée par les AE mais elle n'est pas rémunérée ni même reconnue à sa vraie valeur.

Pendant la mission d'évaluation, un AE venait d'appeler un cadre de la direction (service SIM et Statistique) pour leur signaler des signes de maladies sur les petits ruminants dans un village

- ✓ Le directeur reconnaît que certains agents de l'élevage ne leur reconnaissent pas cette fonction d'alerte.
- ✓ Un échec des BIZ et BAB peut s'expliquer en partie par un manque de suivi des services de l'élevage.

3.2.8. Durabilité et pérennité

En référence au rapport APELDA (2012), la stratégie de durabilité des actions du projet APELDA repose sur la responsabilisation des acteurs pour une meilleure appropriation de leurs actions. En mettant l'accent sur l'autonomisation des acteurs et la chaîne de formation de formateurs, le projet maximise les cibles atteintes en constituant un noyau d'acteurs locaux capables de prendre le relai.

a) Appréciation du fonctionnement des services et dispositifs mis en place dans le projet :

Un réseau des AE entreprenant dans le Boboye, moyen dans le département de Dosso, assez rodé mais encore individualisé dans le Tadress.

Les 2 VP sont bien installés dans le Tadress et dans le Boboye et leurs capacités de réponses aux demandes des producteurs sont élevées, celui de Dosso reste encore à la traîne avec une possibilité de l'aider à s'améliorer. Une efficacité du SVPP dans le département de Dosso limitée essentiellement par des problèmes de communication avec les AE, ce qui a des conséquences sur les résultats des campagnes de vaccination.

Seules les ruptures de stocks de vaccins constituent une contrainte majeure qui peut freiner le dynamisme des AE et des VP.

- Un SVPP sur les deux est bien établi dans la région de Dosso.
- Un SVPP bien établi dans le Tadress avec une capacité extraordinaire d'adaptation.
- Il y a de vraies causes de satisfaction des 2 SVPP qui sont assez bien établis dans le Tadress et dans le Boboye. Celui de Dosso semble moins performant et un début de crise de confiance s'installe entre lui et les AE.
- Si l'Etat accorde fréquemment les mandats sanitaires, c'est que ces VP répondent aux critères de qualité.

Des sujets qui font douter de la volonté des AE : Le constat est que les AE en se mettant ensemble ne mentionnent d'aucune manière leur capacité de négociation avec leur Vétérinaire privé alors que c'est lui qui constitue la raison d'être de leur métier.

- Au lieu d'utiliser le projet comme une opportunité, les AE revendiquent des moyens de déplacement au projet pour assurer des fonctions qui peuvent être financièrement rentables puisque les plus dynamiques arrivent à réaliser plus de 600 000 FCFA de chiffres d'affaires avec une marge pouvant aller à plus de 25%.

Dans quelles mesures les résultats du projet peuvent-ils se maintenir sans l'aide extérieur

Constats :

- Stratégie fondée principalement sur la réponse à la demande de service du SVPP et au renforcement des structures prévues par le code rural ;
- Les AGR ont été bien choisis et les femmes bénéficiaires continueront leurs activités même si le financement du projet s'arrêtait ;
- Les AE les plus dynamiques peuvent vivre des revenus de leurs activités ;
- Les AE bien qu'agissant de manière très individuels sont entrain de mieux comprendre la nécessité de se mettre en réseau faire valoir leur métier qui monte en puissance avec la pratique du mandat sanitaire.

➤ **Pour les BIZ et BAB**

La viabilité des BAB est faible dans le Tadress et celui des BIZ assez bonne dans la Région de Dosso.

L'attitude du projet qui a consisté à rétrocéder les BAB aux communes est finalement une stratégie qui correspond au rôle social et initial de ces BAB : c'est-à-dire amenuiser les spéculations sur les sous-produits agro-industriels (sons de blé et tourteaux de coton) dans les années de mauvaise campagne agricole où le bilan fourrager est déficitaire.

Les produits commercialisés dans le futur réseau dynamisé devaient garantir un bon rapport qualité/prix que du marché local.

Des actions de renforcement du réseau des BAB et BIZ devraient tendre à les rendre capables de mieux s'approvisionner et profiter des opportunités offertes par l'

Conclusion : La viabilité est moyenne à cause de la forte variabilité en fonction du type d'action.

b) Mesures de pérennisation

Avant de se prononcer sur les mesures de pérennisation en cours ou à créer il convient d'insister sur le fait, qu'il n'est pas impératif de pérenniser toutes les actions définies dans le projet en ce sens, que le choix judicieux d'actions circonscrites et acquises est préférable. Il revient aux agents économiques et sociaux d'acter en fonction des enjeux qui peuvent être contradictoires.

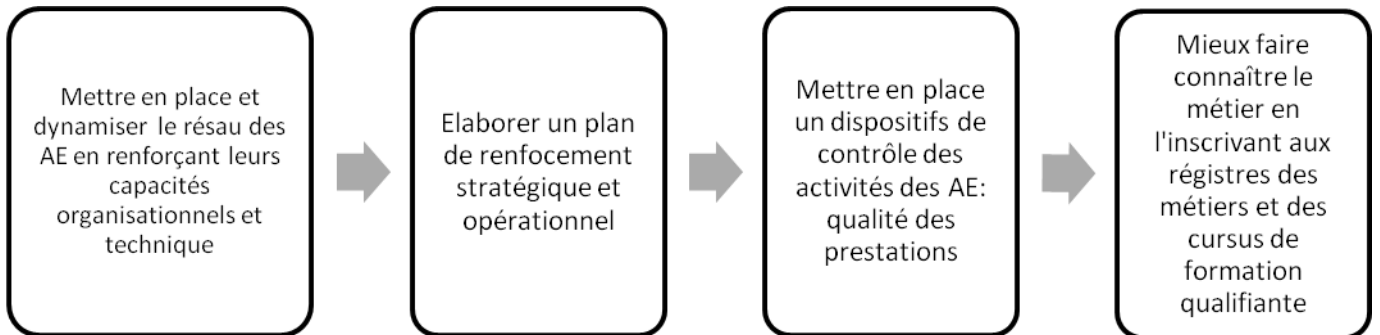
➤ **Pour les AE et le SVPP**

On peut affirmer sans risque de se tromper que le VP a tout intérêt à fidéliser un nombre d'AE dynamiques qui peuvent bien effectuer le travail que d'avoir à faire à une multitude d'AE qui ne sont pas forcément efficaces ; il faut mener la réflexion vers une fidélisation et une professionnalisation du métier d'AE en fixant des critères de performances, en déterminant un rayon (un AE pour 5 à 6 villages) que de vouloir mettre des AE partout qui ne pourront pas avoir un équipement technique ni un moyen de déplacement pour accomplir leurs tâches.

Les mesures de pérennité suivantes que nous proposons sont à mieux documenter :

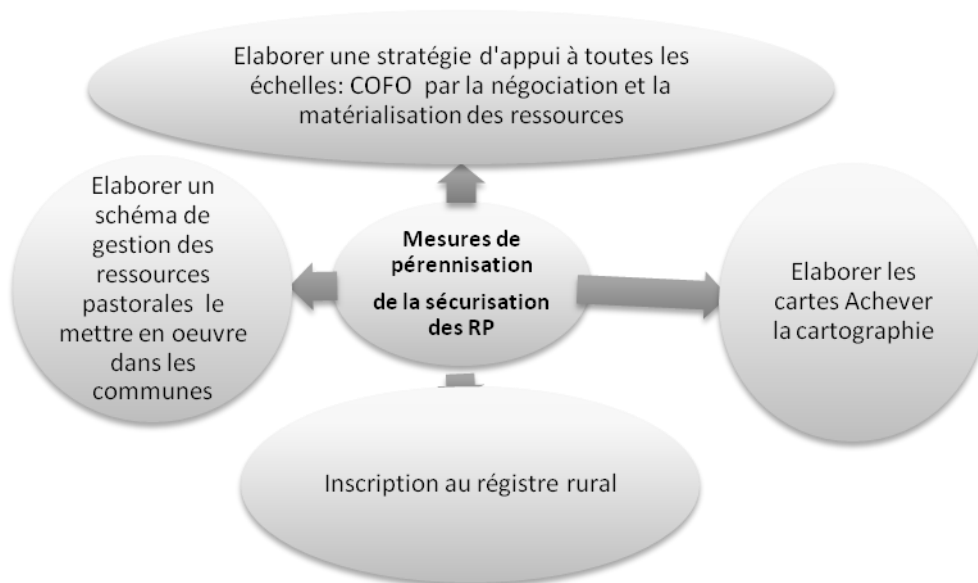
- Renforcer le réseautage des AE en les accompagnant dans l'élaboration d'un plan de développement ;
- Définir avec eux et les VP les rayons pertinents d'action : les VP n'optent pas pour le nombre d'AE mais la performance ;
- Etablir avec les VP les critères de performances qui permettent d'attribuer des primes auxquels les SDT et projets peuvent s'associer à travers l'organisation de journées de réflexion sur leurs rôles ;
- Renforcer le contrôle communautaire de la qualité du travail des AE ;

- Il convient aussi de porter une attention particulière sur les apports des AE en terme d'épidémio-surveillance. Cette fonction non marchande devra être plus valorisée aussi bien dans le Tadress que dans la région de Dosso auprès des STD et collectivités.



Graphique N°3 : Schématisation des Actions de pérennisations des AE

➤ **Pour les activités de sécurisation des ressources pastorales**



Jusqu'ici la démarche a consisté à répondre à des demandes ponctuelles de sécurisation des ressources pastorales par le marquage et la production d'actes ; nous proposons dans le schéma ci-dessus une démarche plus systématique qui consiste toujours en accompagnant les COFOS à :

- une identification participative de toutes les ressources essentielles d'usage collectif à l'échelle d'une commune ;
- l'élaboration d'un schéma participatif d'exploitation de ces ressources ;
- un plan marquage et de matérialisation des ressources ;

- élaborer et mettre en œuvre un programme de négociation de ses ressources entre les différents ;
- les levées GPS de toutes ces ressources ;
- élaboration de la cartographie des ressources ;
- organiser des séances de délibération au niveau des communes pour les reconnaître ;
- élaborer les actes de sécurisation au fur et à mesure ;
- organiser des suivis réguliers.

3.3. Bilan final du projet

Nous avons organisé un focus group avec plusieurs catégories d'acteurs qui sont des bénéficiaires intermédiaires du projet ; à partir des focus, nous avons dégagé :

- les points forts ;
- les points faibles de l'intervention ;
- les mesures éventuelles à prendre pour assurer une pérennisation des actions dans la prochaine phase ; ces mesures que nous avons proposé dans les recommandations sont basées d'une part sur l'atténuation des faiblesses, une meilleure utilisation des opportunités offertes d'autre part sur le contournement ou la levée des obstacles ; les zones de forces devant être mieux renforcées pour servir de bonnes pratiques à documenter.

3.3.1. Analyse des forces et faiblesses

a) Les auxiliaires d'élevage (AE)

Leurs missions s'inscrivent dans la continuité des services fournis par les vétérinaires privés de proximité. Dans le cadre du renforcement de leurs capacités, ils ont reçu des formations techniques qui ont accru leurs capacités si bien qu'ils sont devenus des maillons importants reconnus par les STD et même incontournable dans les services de proximité. Le réseau des AE a conservé son efficacité depuis 2012.

En plus de leurs prérogatives, les AE ont énormément participé à la mise en place d'un système informel d'épidémiologie-surveillance en ce sens qu'ils ont contribué à la prévention des maladies sur les bétails des éleveurs. C'est un point notable car cette fonction d'alerte sanitaire témoigne de l'appropriation par les AE de leurs rôles dans leur environnement.

Les AE jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement technique des éleveurs. Ils facilitent la prise en charge des maladies. Et depuis 2011, leur travail continue d'être reconnu avec une forte croissance des bétails traités.

b) Les banques d'intrants zootechniques (BIZ) ou BAB

L'observation du fonctionnement des BIZ, laisse percevoir une relative bonne gestion du fond de roulement, même s'il demeure résiduel. A leur actif, on compte également une reconnaissance des services rendus aux éleveurs et le volontarisme manifeste des membres des COGES.

Le paradoxe au niveau des BIZ, c'est que malgré le maintien d'un fond de roulement, ces derniers ont des faibles volumes d'approvisionnement et de stockage. A cela s'ajoute le fait qu'ils ne proposent pas des tarifs préférentiels à leurs membres. Or l'absence de mesures incitatives ne leur permet pas de se distinguer du marché d'approvisionnement local. En tout état de cause, les BIZ ne parviennent pas à impacter la dynamique locale. Pourtant, ils sont dans une situation à priori favorable en raison de leur proximité avec l'administration publique qui leur fournit un appui logistique important. Leur force de négociation aurait pu être plus importante avec les différentes conventions établies avec les communes en vue de mieux profiter des dispositifs de l'Etat.

Une autre faiblesse notable des BIZ, c'est que leurs produits proposés sont peu diversifiés et il n'y a pas de vulgarisation des fiches techniques sur le conseil sur l'alimentation stratégique.. Par-delà tout, le renforcement du réseautage est handicapé par les distances géographiques entre les BAB si bien que chaque BAB est contraint à s'auto-alimenter sans utiliser les services du réseau.

c) Les commissions foncières communales- COFOCOM

Tableau n°10 : Frais d'actes du COFOCOM de Kiota

Sources de financement des COFO

Frais d'actes en 2012

35 actes au total

	Répartition	%
Cofob	90 200	50,00
cofocom	54 120	30,00
cofodep	27 060	15,00
chef de canton	9 020	5,00
	180 400	100,00

En observant les données de ce tableau, bien que la contribution au fonctionnement soit modeste, c'est déjà important et cela constitue une force pour une institution locale du code rural.

➤ Rappel des prérogatives de la Commission Foncière Communale

La COFOCOM est une organisation dont le fonctionnement est régi par l'ordonnance n°93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation de Code Rural.

En son Article 119, il est stipulé que la Commission Foncière dispose de compétences consultatives et d'un pouvoir de décision.

Ces compétences consultatives portent sur les procédures d'élaboration des concessions rurales pouvant conduire à l'acquisition d'un droit de propriété sur les terres concédées. D'après la loi, son avis peut être demandé par toute partie à un contrat dans lequel propriété et exploitation d'un bien sont bien dissociées.

Son pouvoir de décision relève de sa compétence à reconnaître et établir le contenu des droits fonciers « *ainsi qu'à la transformation en droit de propriété des droits de concession rurale* »

Les charges qui lui incombent, telles que formulées dans l'article 11 de ladite ordonnance étaient :

- l'information et la sensibilisation des populations de la commune par la vulgarisation des textes du Code Rural ;
- la tenue du dossier rural de la commune en rapport avec la commission foncière départementale ;
- la conduite du processus de délivrance de titres fonciers en rapport avec la commission foncière départementale ;
- la mise en place et l'encadrement des commissions foncières de villages et de tribus
- l'évaluation à relever une dynamisation dans son fonctionnement et sa forte contribution au géo-référencement des ressources pastorales. Cependant, le CoFoCom demeure tributaire de la lourdeur administrative, ce qui handicap sa valorisation.

➤ **Activités soutenues par le projet APELDA**

Le projet a mené les activités suivantes :

- Parfaire le dispositif institutionnel par l'installation de 3 CoFoCom, les formations, la dynamisation de leurs activités ;
- Effectuer le géo-référencement des ressources pastorales et établir des cartes de gestion des ressources afin de faciliter la mobilité du bétail ;
- Soutenir les services techniques dans les missions de contrôle de mise en valeur des ressources pastorales ;
- Former les membres des CoFos au montage des projets et sur le plaidoyer.

Ces activités ont eu pour effet :

Une réelle application des textes qui ont défini les modalités d'utilisation de ces ressources pour garantir la pérennité, éviter le conflit.

Le géo référencement a permis de faire reconnaître les différents droits sur les ressources pastorales.

Malgré des résultats assez probants de l'appui des CFos, la question de la gestion du foncier reste assez problématique au Niger et les propos suivants peuvent l'illustrer.

Qui installe les gens dans les espaces agricoles et pastoraux au Niger ?

- Chaque communauté, chaque village a son terrain, chaque famille a ses terres.
- Ensuite il y a les liens successoraux.
- Les communautés ont tendance à s'appropriier les espaces communs car elles le maîtrisent plus que l'Etat qui en est propriétaire.
- Autres idées qui ont permis aux communautés de détourner les espaces pastoraux : mauvaises interprétations des marchés ruraux de bois qui ont permis à des communautés de s'accaparer des terres d'utilisation commune pour en faire des propriétés communautaires dans un but parfois cachés d'en changer les vocations.
- Le forum de 1993 a fait une erreur : un village d'agriculteur qui s'approprie une aire de pâture.
 - o C'est dans les forêts protégées que les villageois installent leurs champs par abus.
 - o Cas d'une défriche de 20 ha à KarguiBangoula pour établir un champ à la bordure d'un espace pastoral ; on a dit que c'est pour eux alors ils peuvent détourner pour des usages individuels.
 - o Dans une des communes la plus pastorale du département, la Commune de Faraka.
 - Ils ont 6 marchés de bois.
 - Pour délimiter une aire pastorale dans un village, il a fallu que le 1^{er} Ministre se déplace dans la localité.
- La décentralisation n'a pas facilité l'accès aux ressources pastorales : les élus sont plus liés à l'électorat.
 - o Un puits pastoral créé depuis 1962 a été entouré de champs.

Les propos ci-dessus d'un expert en foncier rural montre la difficulté d'appliquer les textes sur le foncier et la gestion paisible des ressources naturelles en occurrences les ressources pastorales dans une zone agricole comme le Boboye ; c'est un travail de longue haleine qu'a commencé le projet qui doit être poursuivi avec des institutions locales fortes et inclusives afin de tenir compte des enjeux locaux.

Cela peut paraître évident mais il est assez spécifique pour une ONG comme VSF-B de s'inscrire dans un accompagnement des instances légales du code rural nigérien ; la plus-value de l'intervention serait le partage des bonnes pratiques dans le domaine de la gestion des ressources pastorales, ainsi la mise à l'échelle de cet accompagnement dans la phase suivante du projet dans une perspective de capitaliser l'expérience, d'initier des voyages d'échanges dans la sous-région peut faire école au moment où le thème du foncier rural et la décentralisation sont plus que préoccupant.

Tableau n°11: Diagnostic-FFOM (Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces)

ACTEURS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	Contraintes/obstacles
AE	Augmentation des capacités techniques	Absence de stratégie commune	Possibilité de valorisation de la fonction d'alerter auprès des STD et collectivités	Forte dépendance (dans leur réflexion) vis à vis de l'organisation du projet.
	Incontournable dans les services de proximité	Faible capacité de négociation Rôle communautaire peu valorisé Peu de vision partagée	Accompagnement des IMF	Risque d'isolement des AE après le projet.
BIZ	Reconnaissance des services de la part des éleveurs	Gestion des stocks inadéquate	L'existence de conventions avec les communes et le dispositif public de gestion des crises	Concurrence du marché local plus performant à cause du dynamisme des acteurs économiques
	Constance du fond de roulement	Pas d'offre incitatif Peu de connexion avec les services de l'Etat	Infrastructures rentabilisables	Modèle incohérent hors période de crise
	Fort engagement des membres du COGES	Absence de supports visuels de conseil dans les magasins	financement d'appoint et viabilité	
COFOCOM	Stratégie de dynamisation pertinente	Faible dispositif de suivi régulier des zones d'attraction agricole	Les relations avec les organisations professionnelles agricoles à l'échelle régionales et régionales pourraient être mieux valorisées en les impliquant dans le suivi des réalisations et dans le plaidoyer pour le respect des espaces pastoraux	Sans le balisage de certains espaces stratégiques (Les bordures des points d'eau, les grands couloirs de passage)
	Impact positif sur la sécurisation des ressources pastorales	Efficacité d'évaluation réduite par l'imprécision dans la caractérisation des conflits		Activités soumis à la lourdeur administrative-effet dévalorisant
	Amélioration des actes	Faibles taxes sur les ventes rapportent		
	Contribue au géo-référencement des ressources pastorales			
Marché à bétail	Bonne capitalisation du voyage d'étude à Fada Ngourma	Séparation du COGES de Mokko avec le collège des commerçants locaux	La coopération avec les commerçants constitue une garantie pour pérenniser l'activité du coges	Pas de prise en compte de la dimension développement des opérateurs dans les critères de performance de la gestion
	Réorganisation de l'espace du marché Amélioration de la sécurité des transactions animalières	Pas de relation fonctionnelle entre BIZ et COGES marché à bétail	Les économies faites par les intermédiaires est source d'engagement Existence de marché à approvisionner	Suivi des mouvements du bétail

Dans le tableau ci-dessous, on remarque que les points forts dépassent de loin les points faibles, le plus important c'est que les opportunités existantes permettent de contourner les obstacles afin d'obtenir des résultats probants.

3.4. Bilan global

Au vu des analyses faites par le projet, de nos propres observations, et surtout de l'avis des bénéficiaires intermédiaires et directs, il existe des motifs de succès, des difficultés rencontrées mais aussi des erreurs à éviter que nous les résumons dans ce chapitre.

3.4.1. Succès

Les principaux succès du projet sont :

- a) Les partenariats VSF-B - CESA/Pôle Niger s'est bien renforcé et les acteurs s'accordent à sur le chemin parcouru. En effet c'est la complémentarité des compétences entre les deux organisations qui à permis ce renforcement mutuel.

Certaines bonnes pratiques sont mieux documentées, ce sont :

- b) L'organisation des forums pour fixer les dates de libération des champs afin de permettre aux animaux d'accéder aux résidus agricoles.

Témoignage d'acteur :

- Il y a plus de réunion de libérations des champs cette année parce que les communes ne dégagent pas de moyens de prise en charge et que les OP ne mènent pas un plaidoyer auprès des acteurs politiques et administratifs ; Chaque année, il y a des réunions communales, propositions aux départements puis des propositions faites à la région pour la prise d'arrêté de libération de champs.
- Certains départements comme Gaya : libération des champs prévus le 15 décembre 2013.
- Les autres départements vont délibérer au 30 décembre 2013.
- Le projet APELDA appuyait chaque année pour la tenue des fora pour fixer les dates de délibération.
- Il existe de villages où on n'osait pas aller comme Gobéri, commune de Fabidji.

- c) Le succès des SVPP devrait être source de motivation aux partenaires de mise en œuvre du projet pour bien capitaliser ces expériences.
- d) L'appui à la gestion des infrastructures marchandes comme les marchés à bétail est une bonne porte d'entrée pour d'une part améliorer les recettes des acteurs économiques du marchés à bétail et d'autres part améliorer les finances locales des communes.
- e) Le projet a pu induire un changement de mentalité en rapport avec la santé de la volaille et même des petits ruminants avec une sollicitation plus grande de la vaccination.

3.4.2. Difficultés rencontrées

Les difficultés essentielles rencontrées sont :

- Une des premières difficultés rencontrées du projet APELDA est liées même à sa nature : c'est un projet de renforcement des capacités et non un projet d'investissement ; les acteurs économiques (éleveurs, agriculteurs et artisans) sont plus attirés le plus souvent par les AGR, le soutien direct aux moyens de production qu'à la formation si cette dernière ne s'accompagne pas d'actions concrètes qui leur permettent d'améliorer leur quotidien.
- La difficulté essentielle: les cartes réalisées après le géo référencement ne sont pas encore tirées; prendre des garde-fous pour éviter de telles situations laissant ainsi le processus de sécurisation des ressources dans un goût d'inachevé.
- Malgré le travail important réalisé par les COFOs, Il existe des balises en plein champ ; comment prévenir les installations de champs sur les couloirs de passages ou dans les aires de pâture ; comment agir en préventif à travers les organes mis en place par la loi.
- L'inachèvement des actes juridique est un risque permanent qu'il faut éviter, si le processus de sécurisation n'arrive pas jusqu'au dépôt du dossier rural pour son enregistrement, la protection des droits restent limitée.
- Ce n'est pas le rôle d'ONG de faire jouer à l'Etat son rôle coercitifs (la force publique doit sévir pour contrôler chaque année l'état d'occupations des espaces identifiés, négociés et matérialisés) mais si des mesures fortes ne sont pas prises, le travail de contrôle doit être renforcé pour que les ressources pastorales soient le mieux exploitées et d'un accès équitable.

3.4.3. Erreurs à éviter

➤ Erreurs à éviter

- le fait de travailler avec les services du plan est la garantie d'une durabilité mais il faut s'assurer des échéances des livrables (les cartes définitives ne sont pas fournies) ; il faut combiner les contrats avec les personnes ressources issues des STD avec un contrôle de l'administration.
- Bien que la planification soit bien appréciée comme succès, il y a parfois une rigidité qui ne favorise pas la proactivité des acteurs intermédiaires de mise en œuvre des activités. Si l'acteur intermédiaire n'est pas disponible, l'action sera retardée puisque l'initiative de l'action commence par l'élaboration des TDR, la soumission au projet (donc l'expression des besoins et de la demande), l'acceptation et la validation des TDR, le décaissement, la mise en œuvre, le rapportage ...).

IV. COHERENCE ET PERTINENCE DE LA NOUVELLE PHASE

4.1. Rappel des résultats et actions prévues

L'objectif spécifique retenu est que « **l'élevage procure des revenus accrus aux producteurs, à travers l'amélioration des systèmes de productions animales, la gestion concertée des ressources naturelles et le développement de chaînes de valeur** ».

Quatre résultats ont été formulés dans la perspective d'atteindre cet objectif. Il s'agit de :

- **Résultat 1** : La gestion concertée des ressources naturelles accroît durablement la disponibilité en fourrage pour le bétail.
- **Résultat 2** : L'accès aux services de proximité en santé animale et d'intrants zootechniques est durablement amélioré pour le bétail.
- **Résultat 3** : Les revenus des petits producteurs sont accrus grâce au développement des chaînes de valeur en élevage.
- **Résultat 4** : Les acteurs locaux renforcés consolident de manière durable les acquis du projet. Proposition pour la mise en œuvre de la nouvelle phase du projet.

4.2. Cohérence avec la phase qui s'achève et propositions

Sur la base des constats et des observations effectués sur la phase que nous venons d'évaluer, les objectifs et les résultats nous semblent assez cohérentes.

Les actions proposées sont pertinentes au vue du contexte socio-économique de la Région de Dosso.

Il est toute fois important d'ajuster la stratégie d'intervention ; même si la gestion axée sur les résultats reste l'option à garder.

- Une des plus fortes propositions serait de promouvoir un outil participatif pour établir un état des lieux des exploitations familiales qui seront accompagnées dans la phase suivante ; pour pouvoir mesurer la part des revenus de l'élevage dans l'ensemble de l'exploitation familiale. Cet outil, c'est la méthode du « *bilan simplifié* » peut aider à mieux choisir les exploitations les plus vulnérables à accompagner et élaborer des stratégies pertinentes d'accompagnement pour améliorer leur résilience.
- Nous proposons une meilleure articulation des actions de la nouvelle phase avec la phase en cours ; il s'agira de choisir une stratégie d'intervention plus adaptée au contexte.
 - L'approche filière devrait bien commencer par une étude précise sur les filières porteuses afin de circonscrire le travail sur les chaînes de valeur ; elle doit se faire dans le souci d'intégrer tous les acteurs des différents maillons ; cette action est bien prévue mais il nous semble primordial d'insister là-dessus pour une efficacité maximale de la phase.
 - L'accompagnement par les AGR peut rester volontariste en fonction du marché et des centres d'intérêts des acteurs et permettre de créer des revenus à partir d'opportunités bien identifiées qui correspondent aux cibles visées par le projet.

Nous proposons également une formulation plus explicite des résultats de la phase :

- Les indicateurs de revenus liés à l'élevage dans les exploitations devraient être mieux appréciés d'où l'établissement du « *bilan simplifié* » des exploitations familiales ciblées par le projet au démarrage du projet.
- **Résultat 1** : La gestion concertée des ressources naturelles et du foncier accroît durablement la disponibilité en ressources pastorales.
- **Résultat 2** : L'accès aux services de proximité en santé animale et aux intrants zootecniques est durablement amélioré pour les producteurs.
- **Résultat 3** : Les revenus des petits producteurs sont accrus grâce au développement des chaînes de valeur de filières porteuses ciblées en élevage.

V. RECOMMANDATIONS

Tableau n°12 : Résumé des recommandations

Axes d'intervention	Constats	Actions à mener
<p>Appui à la GRN et au foncier</p>	<p>La gestion des ressources pastorales est un enjeu important dans la Région de Dosso qui est constitué en grande partie d'une zone agricole, une zone d'accueil du bétail où l'élevage prend de l'importance</p> <p>Il est assez rare de trouver des ONG qui renforcent les capacités d'organes définis dans les lois et textes nationaux, elles ont tendance à créer leur propre dispositif qu'elles essaient d'argumenter le temps du projet ce qui ne garantie pas la pérennité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'existe pas de schémas préalable de gestion globales des ressources pastorales à l'échelle de la commune voir de la région ; l'approche de COFOs est celle d'une réponse à la demande qui s'individualise <p>Bonnes pratiques à mieux documenter</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a plus de réunion de libérations des champs cette année parce que les communes ne dégagent pas de moyens de prise en charge et que les OP ne mènent pas un plaidoyer auprès des acteurs politiques et administratifs ; Chaque année, il y a des réunions communales, propositions aux 	<p>1) Mieux documenter les bonnes pratiques : au moins deux bonnes pratiques peuvent être considérées comme des acquis du projet :</p> <p>L'appui au CoFos pour la GRN (RP) doit être mieux documenté et accompagner par une capitalisation Dans la phase suivante du projet, il faut dégager du temps et des moyens pour soutenir les cadres et agents de terrain à capitaliser au fur et à mesure afin de produire des leçons à partager</p> <p>2) Elaborer un schéma participatif de sécurisation globale des espaces pastoraux à l'échelle de chaque commune en début de la phase du projet puis appuyer les COFOS dans l'élaboration des actes de sécurisation des différentes ressources du schéma.</p> <p>3) Afin de mieux valoriser les résultats de la capitalisation proposés nous recommandons d'accompagner les organisations d'éleveurs dans le plaidoyer pour leurs propres engagements</p>

	<p>départements puis des propositions faites à la région pour la prise d'arrêté de libération de champs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certains départements comme Gaya : libération des champs prévus le 15 décembre 2013 - Les autres départements vont délibérer au 30 décembre 2013 - Le projet APELDA appuyait chaque année pour la tenue des fora pour fixer les dates de délibération 	
Appui à la gestion des infrastructures marchandes des communes	<p>La gestion des marchés à bétail bien que ne couvrant pas tous les acteurs, ne devrait pas être considérée seulement comme un outil de mobilisation de recettes pour la commune mais un outil de développement local.</p>	<p>Il s'agira aussi bien des marchés à bétail, des unités de transformation de viandes des aires d'abattage, des unités de tanneries...</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Elaborer une approche d'appui aux acteurs économiques de la transformation des produits animaux afin de permettre de mieux cibler les filières porteuses à même de créer des emplois et de participer à l'économie locale.
Communication interne et externe du projet	<p>L'équipe de projet a moyennement apprécié la communication interne et externe du projet et les processus de prise de décision</p>	<ol style="list-style-type: none"> 4) Mieux organiser la communication interne du projet afin que toute l'équipe du projet se sente bien impliquée dans les processus de décision 5) Elaborer et mettre en œuvre dans la prochaine phase un plan de communication interne et externe du projet 5))Saisir l'occasion de la campagne de vaccination pour mieux faire connaître les AE par des spots de communication

		<p>6))Appuyer la dynamisation des réseaux des AE, et des de BIZ</p> <p>7) Appuyer lesCoFo à élaborer des plans de communication et les aider à mettre en œuvre</p> <p>8) Relancer les émissions radiodiffusées sur la stratégie d'intervention du projet</p>
Formation et recherche de partenaires	<p>Dans le Boboye, les AE sont assez solidaires Le focus group avec les AE de la Région de Dosso et l'entretien avec les AE de Tadress ont montré le cloisonnement dans le fonctionnement des AE</p> <p>Le revenu des AE les plus dynamiques devient assez intéressant pouvant aller à plus de 130 000 FCFA par an.</p> <p>Les SVPP ont la possibilité d'avoir d'autres partenaires pour les accompagner dans les formations</p>	<p>9) Accompagner les AE et même les VP avec l'élaboration d'un plan de formation et les mettre en relation avec d'autres partenaires pour aider à financer</p> <p>10) Faire de la fonction des AE, un moyen d'insertion des jeunes en milieu rural en développant le cursus pouvant aboutir à ce métier d'aide aux vétérinaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - élaborer un cursus et une formation qualifiante des jeunes déscolarisés - Organiser des journées de promotion des AE <p>11) Négocier des dispositifs de financement des formations avec le Ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle et envisager leur insertion dans les métiersruraux.</p>
SVPP	<p>L'expérience des SVPP aussi bien dans le Tadress que dans le Boboye devrait être mieux connue La fonction d'alerte et le rôle des SVPP dans les dispositifs d'épidémio-surveillance n'est pas reconnue à sa juste valeur</p>	<p>12) Documenter et mieux valoriser la notion de groupements de défenses sanitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avec le suivi-évaluation, mieux caractériser les effets du projet et envisager d'analyser les impacts en accompagnant un groupe d'acteurs bien au fait des réalités du projet à le réaliser afin d'établir une vision croisée des effets et impacts

AGR et accès aux services	<p>Aussi bien les domaines, les cibles et des Exploitations Pilotes ont été assez bien choisis et il y a une émulation des bénéficiaires malgré les difficultés rencontrés</p> <p>Le suivi sanitaire a été lâche de sorte que les causes des avortements et des mortalités des petits ne sont pas connus.</p>	<p>13) Contractualiser le suivi-sanitaire avec un meilleur suivi et des possibilités de diagnostic de laboratoire</p> <p>14) Intégrer le noyau caprin dans les exploitations familiales au lieu de raisonner seulement les ménages des femmes.</p>
Partenariat et renforcement des capacités	<p>Les partenaires VSFB et CESAO reconnaissent s'être renforcés réciproquement, ce qui est un pas important dans un partenariat bien défini.</p> <p>-Bien que les deux organisations soient de nature et d'histoires différentes, elles ont pu cheminer ensemble en échangeant sur les mutations institutionnelles nécessaires</p> <p>Un gros défi reste à lever : comment faire participer leurs organisations réciproques et utilisant les ressources et les outils offerts par les projets qui ne sont pas aussi souples ? Il est impérieux de lever ce défi si on ne veut pas instrumentaliser les ONG locales.</p>	<p>Ce qui implique les actions suivantes :</p> <p>15) Mieux élaborer la vision du partenariat en l'élargissant aux évolutions institutionnelles des organisations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définir les pas de temps nécessaires aux renforcements réciproques des capacités • Mettre à jour et partager régulièrement les efforts et les difficultés autant dans l'évolution des institutions que dans l'opérationnel <p>Ce qui devrait conduire à :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Mieux négocier les processus de désengagement du projet Faire porter au départ les acteurs locaux le processus du désengagement: SVPP dans le Tadress au lieu d'attendre un monitoring. b. Tirer des leçons des difficultés de désengagement dans le Tadress en organisant une vision partagée pour élaborer une stratégie plus pragmatique dans la région de Dosso en identifiant les acteurs et les actions dès le démarrage de la phase professionnelles agricoles faitières

Conclusion générale

L'évaluation a permis d'apprécier la mise en œuvre des activités du projet, de comprendre les niveaux de réalisation, les effets du projet, les forces et faiblesses, de mieux argumenter les mesures prises pour atteindre les résultats

En résumé, c'est un projet dont les objectifs sont assez pertinents, une bonne efficacité de l'équipe, une efficacité assez bonne, une viabilité moyenne.

Il a manqué une capitalisation constante des SVPP qui depuis 6 ans (SESACII, APELDO et APELDA) ont enregistré des performances intéressantes ; l'appui à la gestion des ressources pastorales, bien que récente peut faire école non seulement au Niger mais aussi dans la sous-région où aussi bien les Etats que les collectivités ont du mal à opérationnaliser les organes légaux de gestion du foncier et de la GRN.

L'appui à la gestion des marchés à bétail doit être élargi à tous les acteurs du marché.

La phase de désengagement du projet doit être mieux réfléchi en impliquant dès le début de la phase les organisations professionnelles agricoles et pastorales pour qu'elles s'impliquent dans la valorisation des acquis du projet.

Globalement, nous avons une évaluation positive c'est un projet de renforcement de capacités dans lequel il n'y a pas d'investissement d'où la difficulté d'avoir une adhésion totale des acteurs le plus souvent attirés par l'investissement.

Le partenariat entre VSFB et le CESAO s'est nettement améliorée car l'évolution dans la prise de décision a atteint un niveau accepté par les deux partenaires à la fin de la phase du projet. Cependant la stratégie de désengagement du projet doit être inscrite dans la phase même du projet afin de pouvoir mieux l'évaluer au fur et à mesure.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des documents consultés

Liste des documents consultés à Dosso

- Rapport annuel d'activités APELDA 2012, avril 2013.
- RAPPORT DE MISSION DE MONITORING, Véronique Renault et Altine Amadou Moussa, mars 2013.
- Ordonnance N° 2010-029/PCSRD/MAG/Ek du 20 mai 2010 relative au pastoralisme.
- Recueil de textes, Ministère de l'élevage, septembre 2013 du Niger.
- Tdr pour la mise en place et l'équipement de la commission foncière communale (CoFoCom) de la commune Rurale de Kankandi, décembre 2011.
- Rapport d'activités : conduite des activités AGR, chez les groupes de femmes vulnérables dans la commune de Mokko, septembre 2013.
- Tdr pour le recyclage et la tenue de la 1ere session ordinaire de la commission foncière communale (CoFoCom) de la commune urbaine de BirniNgaouré, juin 2012.
- Tdr pour le suivi des ressources pastorales et la sensibilisation des populations sur la prévention des conflits liés à l'utilisation de ces ressources pastorales mais aussi celles naturelles partagées dans la commune de rurale de kankandi, mai 2012.
- Rapports de la mission de sensibilisation des populations sur la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources pastorales dans ma commune rurale de Kiota, juillet 2013.

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Liste de présence

Objet : réunion d'équipe avec le consultant

Dosso, le 04 décembre 2013-12-24

N° d'ordre	Noms & Prénoms	Fonction	Contacts
01	Amadou Oumarou	APELDA	94 225 124
02	MadinanHamani	APELDA	94 330 598
03	Ali Amadou	APELDA	91 050 595
04	Moustapha Ahamet	APELDA	94 330 599
05	WattaraMamaniSeni	APELDA	94 252 715
06	OusseniRazikon	APELDA	94 146 172
07	Almeida J. Jacques	APELDA	94 990 698
08	Abdoulaye Adamou	APELDA	94 872 832

LISTE DE PRESENCE MOKKO

Focus groupe GOGES : Marché à Bétail du 6/12/13

N° d'ordre	Noms & Prénoms	Fonction	Contacts
01	Midou Moussa	SG	90 080 034
02	OumarouSeyni	Président	
03	Daouda Adamou	Vice Président	97 157 846
04	Ibrahim Issaka	Conseiller	
05	Fatouma Abdou	Conseiller	
06	BachirouIdé	TGA	
07	Hamadou Seydou	Conseiller	
08	AïssaDjibo	TG	
09	SoumanaGiadé	COGES	
10	BibaHassane	COGES	
11	ZaliSoumana		
12	Kimbalclérarou	Collecteur	97 993 602
13	SadouSoley	Collecteur	96 545 899
14	Boubacar Yacouba		97 940 007

LISTE DE PRESENCE MOKKO (BAB)

Mokko, le 06 décembre 2013

N° d'ordre	Noms & Prénoms	Fonctions	Contacts
01	Mme Mamoudou Gainbina	SGBIZ	96 434 204
02	Mme Fouré Hambali	Présidente	99 981 180
03	Mme Mariama Moussa	Trésorière	98 974 860
04	Mme Mamata Saley	Gérante	
05	Haoua Hassane	Contrôleuse	
06	Zali Soumara	Contrôleuse	
07	Aïssata Djibo	Acheteur	96 430 858
08	Fatouma Abdou	Acheteur	
09	Ramatou Siddo	Acheteur	
10	Balkissa Yacouba	Acheteur	
11	Dodo Bodo	Acheteur	
12	Hassan Garba	Acheteur	90 543 554
13	Hassane Hamadou	Représentant Maire	

LISTE DE PRESENCE / FOCUS COFOCOM

07 décembre 2013

N° d'ordre	Noms & Prénoms	structure	Fonctions
01	Aminon Oumarou	Cofocom	Représentant éleveurs
02	Idrissa Soumana	Cofocom	Membre
03	Boureima Hassane	Cofocom	Représentant agriculteurs
04	Dado Hamani	Cofocom	Représentant femmes
05	Fati Yacouba	Cofocom	Conseillère
06	Nafissa Aboubacar		
07	Aichatou Abdoulaye		
08	Garba Mahirou	Cofocom	SG
09	Mohames Almakmond	Cofocom	Conseiller
10	Halidou Saley	CSC/Elevage	CSC/Elevage
11	Tahirou Moumouni	Cofocom	Membre
12	Amadou Garba	Cofocom	Membre

LISTE DE PRESENCE / FOCUS BIZ/KIOTA**07 décembre 2013**

N° d'ordre	Noms & Prénoms	structures	Fonction
01	Hassane Abdou		Client
02	Boureima Hassane	COGES/BIZ	C. Comptable
03	Garba Sallah	COGES/BIZ	Président
04	Harouna Yayé	COGES/BIZ	
05	Fatima Amadou	COGES/BIZ	Trésorier
06	Dado Hamani		Cliente
07	Aichatou Abdoulaye		Client
08	Hassané Tahirou	COGES/BIZ	Gérante
09	Abdoul Nasser	COGES/BIZ	Secrétaire
10	Nafissa Aboubacar		Cliente
11	Garba Mahirou	SG/SM/CR/Kiota (Mairie)	SG
12	Amadou Garba		Client
13	Halidou Saley	SC/EL/Kiota	C.S.C/Elevage
14	Tahirou Moumouni		Client
15	Fati Yacouba		Cliente

Séance avec le Consultant Evalueur et l'équipe CESA0- PRN**Focus Group du 11 décembre 2013 du Projet APELDA****Liste de présence**

N° d'ordre	Noms & Prénoms	Fonction	Contacts
01	KARIMOU GUERA Moussa	Responsable Opération	98 902 950 moussaguera@yahoo.fr
02	TROUKOU P. Alain	Assistant Technique	94 038 458 a.troukou@vsf-belgium.org
03	Dodo Ibrahim	Chargé des programmes SC/D	96 452 644 dodoibrah@yahoo.fr
04	Moustapha Ahamet	Gestionnaire du projet	84 330 599
05	Monsia Darius	Responsable suivi et évaluation	94 919 291
06	COULIBALY Dramane	Coordinateur Pôle Niger CESA0	96 596 137
07	Némaoua BANAON	Consultant	+226 78 20 55 16 Banaon.burkina@gret.org

**Restitution de l'évaluation projet APELDA
Liste de présence du 13 décembre 2013**

N° d'ordre	Noms & Prénoms	Fonction	Contact
01	Abdoulaye DIAOURE	Coordinateur PASEL	948 541 09
02	WATTARA M. Seni	Conseiller en animation	942 537 15
03	Amadou Oumarou	Conseiller animateur	942 251 24
04	Ousséini Razikon	Animateur APELDA	941 461 72
05	Abdoulaye Adamou	Animateur APELDA	948 728 32
06	Moustapha Shamet	Gestionnaire	943 305 99
07	Moussa KARIMOU GUERA	RO/CESAO	989 029 59
08	Dodé Ibrahim	CP SL /CESAO	964 526 44
09	Amsia David	RPE CESAO	949 192 91
10	Baza Issoufou	PSA/CESAO	949 742 83
11	Trouvou P. Alain	AT/ VSF-B	940 384 75
12	Almoustapha Moumouni	Directeur Pays VSF-B	948 948 68
13	COULIBALY Dramane	Coordinateur CESAO	965 961 37

Annexes 3 : Outils utilisés

a) Questionnaire qualitative des acteurs des parties prenantes de mise en œuvre et d'appui

Signification score :

0	1	2	3	4
Inexistant	Très Faible	Faible	Bon	Très bonne

Votre numéro de participant1 : _____

Catégorie de répondant : les parties prenantes du projet

- Equipe de projet :
- Les bénéficiaires directs du projet :.....
- Les fournisseurs de service :..... les élus.....

No Déclaration..... Score : entourer d'un rond les croix dans les cases correspondantes

N°	Déclarations	Scores				
		0	1	2	3	4
	1. Pertinence projet et performance mise en œuvre					
11	1.1 Les actions définies au départ sont toutes pertinentes	0	1	2	3	4
12	1.2 Le SVPP maintenant autonome	0	1	2	3	4
13	Les BIZ sont-ils pertinents pour la sécurité alimentaire du bétail	0	1	2	3	4
14	Le réseau des AE est fonctionnel	0	1	2	3	4
15	La sensibilisation des OP communautés permet d'augmenter l'application des innovations	0	1	2	3	4
16	La rentabilité financière du VP est le facteur déterminant de sa présence	0	1	2	3	4
17	1.7 Le SVPP permet d'améliorer la couverture sanitaire du cheptel	0	1	2	3	4
18	1.8 Le SVPP est reconnu par les STD comme acteur à part entière	0	1	2	3	4
19	1.9 Le COGES du marché suffit pour garantir la performance du marché	0	1	2	3	4

N°	Déclarations	Scores				
15	2. Efficacité					
21	Activités de formations prévues réalisées	0	1	2	3	4
22	Activités de sensibilisation prévues, réalisées	0	1	2	3	4
23	Activités de soutien aux unités pilotes	0	1	2	3	4
24	Formation des AE	0	1	2	3	4
25	Equipement des AE	0	1	2	3	4
	4. Partenariat					
41	Avec les élus des communes	0	1	2	3	4
42	Avec les STD	0	1	2	3	4
43	Avec les associations et	0	1	2	3	4
	5. Performance appui et suivi projet					
51	Outils de suivi et de collecte de donnés	0	1	2	3	4
52	Périodicité de la collecte de données					
53	Analyse des données	0	1	2	3	4
54	Rédaction des rapports d'activités	0	1	2	3	4
	6. Perceptions de la gestion locale du projet					
61	Modes de prise de décisions	0	1	2	3	4
62	Méthode de management du personnel	0	1	2	3	4
63	Partage des savoirs et savoirs faire	0	1	2	3	4
64	Complémentarité des cursus	0	1	2	3	4
	7. Efficience					
71	Gestion du personnel : les contrats de travail sont à jour, sécurité sociale et congés...	0	1	2	3	4
72	Les procédures de gestion sont connues et partagées	0	1	2	3	4
73	Gestion logistique (motos, véhicules..) : les cahiers de bord sont à jour, la gestion du carburant.	0	1	2	3	4
74	Communication : le partage de l'information est effectif	0	1	2	3	4
75	Mécanisme de suivi des activités : la procédure, choix des indicateurs de suivi des activités, mécanisme d'implication des bénéficiaires sont connus et partagés	0	1	2	3	4
76	Planification spécifique : annuelle, trimestrielles, mensuelles ou hebdomadaire existe et partagée	0	1	2	3	4
	8. Durabilité/viabilité					
81	Stratégie de désengagement	0	1	2	3	4
82	Implication des associations et STD	0	1	2	3	4
83	Appui en équipement	0	1	2	3	4
84	Formation à la rédaction de micro-projet	0	1	2	3	4

b) Focus Group avec

1. Comment avez-vous connu le projet APELDA ? depuis quand ?
2. Quelles sont les activités appuyées par APELDA ?
3. Quels sont les acquis du projet selon vous ?
4. Qu'est-ce que vous avez apprécié le plus dans le projet ? et le moins
5. Qu'est-ce que vous n'avez pas compris dans le projet ?
6. Si le projet arrêta aujourd'hui de vous accompagner, qu'allez-vous faire pour renforcer les acquis?

c) GRILLE D'ANALYSE DES ENTRETIENS AVEC LES ACTEURS DU PROJET APELDA

Champs d'étude	Axes d'analyse	Questions à approfondir	Observations	Outils
La conception du projet et son adéquation avec les problématiques et les politiques et stratégies nationales	Objectifs du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats attendus raisonnablement ambitieux ou trop optimistes - Adéquation entre l'offre de service du projet et la demande actuelle des populations - Durée du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés dans l'exécution du projet ? - Opportunités économiques des exploitations pilotes? - Critères de choix des sites d'intervention du projet ? - Comment s'opère le choix des producteurs bénéficiaires du projet ? - Quelles conditions ? 	ISS
	Démarche du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Description de la démarche du projet - Les forces et les faiblesses éventuelles - Disposition actuelle des populations au regard de la démarche (toujours favorables ou réservées?) - Améliorations souhaitées 	<ul style="list-style-type: none"> - En quoi l'approche GAR a influencé les activités ? - Stratégie de mobilisation des producteurs ? - Types d'appui du projet apportés aux différents groupes d'acteurs (technique, organisationnel, financier,) - Bénéficiaires ciblés initialement-sont ils les mêmes aujourd'hui ? - Adhésions ? désertion ? -Besoin d'extension /renforcement du projet pour satisfaire d'éventuelles attentes des acteurs? 	Focus Group ISS
Le dispositif institutionnel et les partenariats	Organigramme du projet	<ul style="list-style-type: none"> - De la position du projet au sein du CESAO et VSF-B - Des relations hiérarchiques et fonctionnelles avec le personnel terrain - Améliorations souhaitées 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de carrière du personnel - L'existence 	<ul style="list-style-type: none"> - ISS, - Bibliographie
	Les ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Les forces et les faiblesses en lien avec le personnel (capacités, engagement) - Améliorations souhaitées 	Profils et compétences des ressources humaines	
Le dispositif institutionnel et les partenariats (suite)	Les partenaires du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Les partenaires techniques et financiers du projet (structurels, ponctuels) - Forces et faiblesses du partenariat - Améliorations souhaitées 	<ul style="list-style-type: none"> - Les attentes et les niveaux d'atteinte des partenaires - L'identification des motivations et des enjeux 	- SEPO

Champs d'étude	Axes d'analyse	Questions à approfondir	Observations	Outils
Les niveaux des réalisations et contraintes éventuelles		<ul style="list-style-type: none"> - Données quantitatives (prévisions / réalisations) - Contraintes de mise en œuvre - Appréciation des niveaux de réalisations - Propositions pour la suite du projet (prévisions, démarche, dispositions nouvelles...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonnes pratiques - Leçons tirées 	<ul style="list-style-type: none"> - SEPO -
	Les ressources matérielles et financières	<ul style="list-style-type: none"> - Données quantitatives (prévisions / réalisations) - Procédures - Contraintes de mise en œuvre - Appréciation - Propositions pour la suite du projet (prévisions, démarche, dispositions nouvelles...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Délais de déblocage ?! - Comment expliquer les retards dans la réallocation budgétaire non mobilisé ? - Evolution du coût d'entretien du matériel (véhicule) - Evolution du taux d'exécution des lignes budgétaire 	<ul style="list-style-type: none"> - ISS, bibliographie
	Le suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Description du système actuel (organisation, besoins en information, système d'information...) - Contraintes - Points d'amélioration 		

Caractérisation de l'IOV			Evolution de l'IOV						
Type	Libellé	Unité	A0	A1		A2		A3	
			baseline	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
OS : L'élevage au sein des communes procure des revenus accrus grâce à une performance satisfaisante des animaux et à une bonne rentabilité de l'élevage									
E	Indicateur 1 : Augmentation de la part du revenu tiré de l'élevage des ménages bénéficiaires	%	/		44		39	50	
E	Indicateur 2 : Amélioration du score de diversité alimentaire des ménages bénéficiaires		/		4		4,3	5	
E	Indicateur 3 : Nombre moyen de repas par jour en période de soudure		/		1,5		2,5	2	
E	Indicateur 4 : Augmentation de la productivité numérique des petits ruminants	Nbre	/		0,83	0,95	0,65	1	
RI 1 : Les sites et infrastructures d'intérêt général dédiés à l'élevage sont mieux gérés (SI=espaces pastoraux)									
P	Indicateur 1 : Amélioration de la fonctionnalité et l'opérationnalité des Cofos (Cofocom et Cofodep) appuyées	%			18	40	71	60	
P	Indicateur 2 : Evolution du nombre de kilomètres cumulés de couloirs de passages balisés par rapport aux couloirs géo référencés*	Km			240	550	421	800	
RI 2 : L'accès des éleveurs aux services de base en matière d'élevage est amélioré									
P	Indicateur 1 : Evolution du taux de rentabilité économique de chaque SVPP dans la région de Dosso	%	7,67	7,82	ND	7,98	ND	8,14	
P	Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des producteurs vis-à-vis des services rendus par les SVPP	%	29	25	50	50	45	70	
P	Indicateur 3 : Amélioration du taux des BIZ fonctionnelles	%			30	62	ND	83	
P	Indicateur 4 : Satisfaction des utilisateurs des BIZ	%			52	60	45	70	

P	Indicateur 5 : Les vaccinations dans les zones SVPP augmentent sensiblement	Nbre	68 449		169 580	186 538	890 106	205 192	
RI 3 : La productivité des élevages est améliorée par l'adoption de nouvelles techniques									
P	Indicateur 1 : Pourcentage des producteurs formés appliquant au moins 3 nouvelles techniques différentes	%	5	20	ND	30	92	35	
P	Indicateur 2 : Evolution du taux de rentabilité de l'embouche chez les EP	%			24	24	28	24	
P	Indicateur 3 : Nombre de poulets exploitables/an/poule	Nbre				14	4	18	
P	Indicateur 4 : Amélioration du taux d'application de la complémentation stratégique des animaux	%				60	74	70	
RI 4 : La rémunération obtenue lors de la commercialisation des produits et sous-produits de l'élevage est augmentée									
P	Indicateur 1 : Augmentation du fonds de roulement initial des unités de transformation	Milliers de FCFA	/	/	/	X+5%	ND	X+10%	
P	Indicateur 2 : Augmentation des recettes des marchés à bétail reversées aux communes	FCFA	6 362 487	6 744 236	6 629 142	6 998 735	8 320 360	#####	
RI 5 : Les structures engagées dans la pérennisation des activités du projet sont renforcées et responsabilisées									
P	Indicateur 1 : Nombre de structures renforcées et responsabilisées actives de manière autonome dans la pérennisation des activités du projet	Nbre	0	2	ND	3	ND	4	
RI 6 : Les acquis du SESAC dans le département d'Aderbissinat / Zone du Tadress sont consolidés									
P	Indicateur 1 : Evolution du taux de rentabilité économique de la CVR	%	x	x+3	33%	x+6	ND	x+10	
P	Indicateur 2 : Evolution du chiffre d'affaire mensuel des AE mis en place supérieur à X pour 70% des AE mis en place	FCFA/mois	10 000	18 000	10 714	21 000	13 776	25 000	
P	Indicateur 3 : % des BAB qui effectuent de façon autonome et à temps au moins 1 approvisionnement par an	%	5	70	0	90	0	100	
P	Indicateur 4 : Taux de recouvrement des fonds des BAB	%	75	90	/	95	/	100	

P	Indicateur 5 : Niveau de satisfaction des producteurs vis-à-vis des services rendus par le SVPP d'Aderbissanat	%	/		39	50	75	70	
	Indicateur 6 : Amélioration du taux des BAB fonctionnelles	%			20	50	40	60	
P	Indicateur 7 : Satisfaction des utilisateurs des BAB	%	/		34	60	13	70	

Annexe4 : Calendrier de la mission

Date	Activités	Lieux	Organisation(s) /structures	Personnes rencontrées	Fonctions
3/12/13	Arrivé du consultant	Niamey			
3/12/13	Réunion de cadrage	Niamey	VSF-B CESAO/PN	M. Almoustapha Moumini M. Ahamet M. Darius	Directeur pays de VSF-B Gestionnaire APELDA Suivi/évaluation CESAO
4/12/13	Exploitation de la bibliographie Conduite d'un focus group	Niamey Dosso	Equipe de projet APELDA	M. Ahamet M. Watara M. Darius	Gestionnaire Cadre Suivi/évaluation
5/12/13	Entretien avec un groupe informel				
6/12/13	Focus group avec CoGes marché à bétail de Mokko Entretien individuels avec 2 Femmes bénéficiaires des EP en unité caprine Focus group avec le COGES BIZ de Mokko	Mokko	Marché à bétail et BIZ	Voir liste de présence spécifique	Les membres des bureaux des deux COGES Des volontaires utilisant le service des BIZ
7/12/13	Focus Group avec les membres du BIZ Focus Group avec le CoFoCom Entretien individuel	Kiota	BIZ CoFoCom Artisan	Voir liste de présence spécifique	Membres du bureau des BIZ
8/12/13	Entretien avec le S/P CoFoDep Entretien avec le VP	Birni	CoFoDep VP		S/P CoFoDep de Birni DDEIA de Birni SVPP Boboye

Date	Activités	Lieux	Organisation(s)/ structures	Personnes rencontrées	Fonctions
9/12/13	- Focus group avec les AE - Entretien avec le VP d'Aderbissinat et le chef d'antenne CESAO d'Agadez	Dosso	Réseau des AE	Voir liste de présence	10 AE de Dosso et de Boboye SVPP d'Arbissinat 2 AE d'Arbissinat 2 membres de CoGes des BAB d'Arderbissinat
10/12/13	- Entretien individuel avec le DREIA de Dosso	Dosso			Directeur Régional de l'Elevage
10/12/13	- Entretien individuel avec le SE de Karkara	Niamey	ONG Karkara	M BARRE	Secrétaire exécutif
11/12/13	- Entretien de groupe avec le staff technique de CESAO AI/PN	Niamey	CESAO	Voir liste de présence	
12/12/13	- Analyse des entretiens	Niamey			
13/12/13	- Débriefing		CESAO VSF-B APELDA PASEL	Voir liste de présence	Directeur Directeur pays Gestionnaire Coordonnateur
14/12/13	- Rédaction de l'aide-mémoire - Départ du consultant				